

TCHAD 2013 : LA REHABILITATION IMPOSSIBLE D'UN DICTATEUR NOTOIRE

Dossier d'information réalisé dans le cadre du
Collectif de Solidarité avec les Luites Sociales et Politiques en Afrique

Paris - 15 décembre 2013
Version originale en Français

electionsafrique.org
contactcollectifSLSPAfrique@gmail.com



Sommaire

Introduction.....	3
1. 23 ans de règne, 23 ans de guerres civiles	3
Historique des rébellions et guerres civiles de 1990 à 2013	3
2. Massacres, crimes de guerre, crimes contre l'humanité.....	6
A. 1990-2013 : Massacres sous la présidence d'Idriss Déby.....	6
B. 1980-1990 : Massacres sous présidence d'Hissène Habré avec implication d'Idriss Déby.....	10
3. Le président stable dans une région instable ?.....	12
3.1 Soudan : 2004-2009	12
3.2 Libye : 2011	13
3.3 Nigéria : 2009-2013	15
3.4 Centrafrique : 2012-2013	15
4. Islam au Tchad : équilibrisme ou double jeu ?	19
5. Incompatibilité avec l'Etat de droit	20
6. Répression des opposants et de la presse : le poids du passé	21
7. Une caricature de pétro-monarchie.....	22
8. La « démocratie apaisée » qui n'a jamais trompée personne	24
9. Le soutien français à Idriss Déby ne s'est jamais tari.....	25
10. Que fait l'armée française au Tchad ?.....	26
11. En 2013, la tentative de réhabilitation passe par Paris.....	28
12. Paix et sécurité en Afrique sans démocratie et Etat de droit ?	30
13. Conclusion : Idriss Déby au centre de la Françafrique version Hollande.....	31
14. Bibliographie.....	33
Rapports :	33
Livres :	35
Sites internet :.....	35
Sources spécifiques à la liste de massacres présumés :.....	36
15. Communiqué du Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique du 28 octobre 2013.....	37
16. Présentation du Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique	40

Introduction

Idriss Déby a été applaudi à Bamako aux côtés de Hollande le 19 septembre 2013. Il se présente désormais comme un rempart et un acteur incontournable face au terrorisme islamique ou comme sous-traitant potentiel d'opérations militaires ou de maintien de la paix. Ainsi, **le dictateur tchadien sort très renforcé de la guerre au Mali**. Il a obtenu le 18 octobre pour le Tchad un siège de membre non permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. Pour l'exécutif français, la lutte contre le 'djihadisme' au Sahel est passée par l'alliance de l'armée française avec les troupes d'un chef d'Etat qui est pourtant l'un des pires dictateurs d'Afrique.

L'actualité de 2013 marquée par l'influence française dans le sahel semble masquer la réalité tragique du régime tchadien. La **'réhabilitation' d'un dictateur à ce point reconnu** nécessite une occultation des différents aspects de l'histoire et de la politique du Tchad : les guerres civiles, les massacres et crimes de l'armée tchadienne, le sous-développement, le détournement de la rente pétrolière, les élections fraudées, la répression des démocrates, de la presse, et de la société civile.

Ce début d' 'amnistie' française pour les crimes du président tchadien profite à l'ensemble des dictateurs dont les crimes sont de moindre ampleur ou concomitants. La réhabilitation des dirigeants africains qui en découle est l'un des signes les plus évidents de **l'abandon de la « rupture avec la Françafrique »** qui ne pouvait passer que par un éloignement souligné entre Paris et les dictateurs, et un renforcement rapide du soutien aux forces démocratiques.

En lieu et place de cette politique tant attendue, a été mis en œuvre une **politique française axée sur la « Paix et la sécurité » sans considération pour la nature des régimes**. La politique française semble en retrait par rapport à une « approche globale » prônée par le Service européen pour l'action extérieure, qui n'aurait pas abandonné, théoriquement, la démocratisation pour privilégier une politique de sécurité. L'influence de l'armée française sur le Tchad comme sur la politique française est ainsi mise en évidence, et l'absence de vérité et de justice sur la coopération militaire au Tchad rappelle que l'armée française n'a pas encore été réformée pour sortir de sa fonction structurante de la Françafrique.

1. 23 ans de règne, 23 ans de guerres civiles

Depuis 1990, les rébellions se sont succédé au Tchad, de la même manière qu'avant l'arrivée d'Idriss Déby. Il est lui-même un chef rebelle qui a mieux réussi que les autres. Son règne entoure le démarrage de la production pétrolière. La production de pétrole nécessite pour les sociétés pétrolières une stabilité des régimes politiques, parce que la production se prévoit sur plusieurs décennies. Les rébellions se sont créées, au départ en réaction à la prise de pouvoir, ensuite, en réaction aux massacres précédents, au caractère ethnique de l'armée, puis à l'accaparement des recettes pétrolières par la famille présidentielle et, de plus en plus, à l'impossibilité d'alternance politique.

Historique des rébellions et guerres civiles de 1990 à 2013

1991-1992 (1995)	Lac Tchad : rébellion pro-Habré Mouvement pour la Démocratie et le Développement (MDD) de Moussa Medellah Mahamat Seid (Boudouma du Lac-Tchad et Kanembou du Kanem)
1991 octobre	Guera : mutinerie (essai coup d'Etat ?) du 13 octobre 1991 : Maldom Bada Abbas (armée tchadienne et MPS comme Déby), colonels Kaffine et Garboubou.
Février 1992 à avril 1993	Conseil du sursaut national pour la paix et la démocratie (CSNPD) du Colonel Moïse Kété à Ndjaména à partir 21 février, puis Logone, puis en 1993 dans Lac Tchad et Sud (Logone oriental).

1993 été	Ouaddaï : Gniguilim et Chokoyane : Rassemblement pour la démocratie et la liberté (RDL) du Capitaine Mahamat Nour Abdelkerim
1994 août à mars 98	Logone occidental (Sud et oriental, et Moyen-Chari) : Forces armées de la République fédérale (FARF) de Laoukein Bardé
1998 février	Sud : Sahr : Front démocratique populaire (FDP) de Mahamout Nahor
1999	Ouaddaï : Abéché : Front National du Tchad (FNT) du docteur Bachar Harris
3.99–fin 2000	Tibesti : Mouvement pour démocratie et justice au Tchad (MDJT) de Youssef Togoïmi (en 2013 le MDJT existe toujours au Sud de la Libye, dirigé par Hissein Yaya Barka)
2003	<i>Centrafrique : participation au remplacement de Patassé par Bozizé</i>
2004 - 2009	Soudan : guerre au Darfour : système d’alliances croisées des rébellions entre Soudan et Tchad.
2004	Est + Darfour : Socle pour le changement, l’unité nationale et la démocratie (SCUD) , mutins de l’armée tchadienne en mai 2004 réunis autour de Yaya Dillo.
2006 avril-déc	Ndjamena +Est: Front uni pour le changement (FUC) de Mahamat Nour armé par Soudan et Béchir
2006(dec05) – 2008(2010)	Est : Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD) et autres rébellions (UFDD = coalition FUC, RND, CDR, UFPD, RAFAT et RPJ)
2008 2 et 3 février	Ndjaména et sa banlieue + Est : commandement militaire unifié UFDD du général Mahamat Nouri, UFDD-Fondamentale d'Abdelwahid Aboud Mackaye et Rassemblement des forces pour le changement (RFC) de Tom et Timan Erdimi
2008-2009	Est: Union pour la Force et la Résistance (UFR) dirigé par Timan Erdini coalition de Front pour le Salut de La République (FSR), Union des Forces pour la Démocratie et Le Développement Rénovée (UFDDR-R), Mouvement National pour le Redressement (MNR), Mouvement National et le Mouvement pour la Démocratie et la Justice au Tchad (MDJT)
2008-2009	<i>Centrafrique : Front Populaire pour le Redressement (FPR)</i>
2013	<i>Mali : intervention 2200 soldats tchadiens</i>
2013	<i>Centrafrique : soutien à la Séléka puis participation à Force multinationale de l’Afrique centrale (Fomac)</i>
2013novembre	<i>Soudan : combat contre reste de l’Union pour la Force et la Résistance (UFR)</i>

La chercheuse experte du Tchad Marielle Debos parle de «**gouvernement par les armes**», « mode de gouvernement qui consiste à lâcher la bride de la soldatesque et à octroyer l’impunité à certains hommes en armes, qui ne vont pas être formellement intégrés dans les forces régulières. Parce qu’ils bénéficient d’une impunité, ils vont avoir des pratiques illégales et violentes. Ces pratiques sont aussi un moyen de contrôler et de surveiller la population»¹, dans un **contexte d’« entre-guerres »** désignant « une situation d’entre-deux, une situation de "ni guerre, ni paix"», dans lequel «les hommes en armes vont et viennent entre les forces régulières et les rébellions » avec « des passages nombreux d’une faction rebelle à une autre, des passages par les pays voisins, par la Libye, le Soudan, la Centrafrique. » Les armes circulent en grand nombre au Tchad. La pauvreté génère une main d’œuvres mobilisable, et les tchadiens sont des mercenaires peu chers.

Selon la chercheuse², « Le Tchad n’est pas ‘failli’, il est gouverné par les armes. Le champ politique n’a jamais été pacifié. L’impunité et le manque de justice sont différents du manque d’Etat. Le désordre est organisé et productif politiquement. L’impunité s’organise au quotidien aux travers des ‘intouchables’ ou par des ordres donnés par ‘décrets sans numéros’. Les dysfonctionnements correspondent à un mode de gouvernement. Le gouvernement par les armes va au-delà de la violence d’état : il y a une distribution des positions de prédation avec impunité. Le discours sur la stabilité et la paix est une façon de ne pas poser des questions clés. Trois questions sont négligées : les droits, la possibilité des mobilisations civiles (et non

¹ 18 août 2013, Marielle Debos: au Tchad, «il y a une histoire et un mode de gouvernement marqués par la violence» : <http://www.rfi.fr/afrique/20130818-marielle-debos-tchad-violence-rebellion> + Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l’entre-guerres, Marielle Debos, Paris, Karthala, 2013. Marielle Debos évoque aussi les douanes volantes.

² Marielle Debos, 21.11.13, Paris, présentation livre « Le métier des armes au Tchad Le gouvernement de l’entre-guerres »

armées), la redistribution des ressources, notamment de celles du pétrole. **Il ne suffit pas de sortir de la guerre, il faut également sortir de l'entre-guerres.** »

La **Garde républicaine** qui constitue l'essentiel de l'armée tchadienne est schématiquement organisée en cercles concentriques claniques : une garde rapprochée, premier cercle surtout de parents d'Idriss Déby, un deuxième cercle surtout de son ethnie Zaghawa (Bideyat) avec quelques arabes (Déby « évite de confier l'ensemble de la chaîne de commandement aux seuls Zaghawa »)³, à cause de sa femme, et un troisième cercle composé des hommes de troupes des autres ethnies.

Les dirigeants français en s'alliant avec les soldats tchadiens pour le Mali, ont soigneusement évité de parler de la raison pour laquelle cette armée était si forte. **L'armée tchadienne a profité de l'augmentation des recettes pétrolières** : le budget de l'État est passé de 390 milliards de F CFA en 2002 à 1500 milliards en 2012 (de 595 millions à 2,3 milliards d'Euros)⁴. Le CCFD-Terres solidaires a donné quelques chiffres (qui demanderaient une vérification) sur les **achats d'armes** : «les dépenses militaires sont passées de 35,4 milliards (50 millions d'Euros) à 275,7 milliards de F CFA (420 millions d'Euros) » entre 2004 et 2008, pour se maintenir à 154,5 milliards de F CFA en 2010 (240 millions d'Euros)⁵. Dans le contrat avec la Banque mondiale pour le financement de l'oléoduc Tchad-Cameroun, le Tchad s'engageait à conserver 10 % des revenus dans un « fonds pour les générations futures » et que sur le reste, « 80 % devaient être consacrés à des secteurs prioritaires pour le développement, 5 % à la région de Doba et pas plus de 15 % au budget de l'État » : ce contrat n'a pas été respecté et une grande partie des sommes ont permis d'acheter des armes⁶, même si cela s'est amélioré à partir de 2009.

Le 19 juin 2013, l'ONG Watchlist spécialisée dans les **enfants-soldats** demandait l'exclusion des troupes tchadiennes des forces de l'ONU au Mali "tant que le Tchad, cité sur la 'liste d'infamie', n'aura pas finalisé son plan d'action relatif aux enfants dans les conflits armés"⁷. Il est probable que sous la pression internationale, Idriss Déby puisse régler ce problème.

Pendant 23 ans de dictature, des rébellions tchadiennes ont continué à se créer. La bataille de février 2008 a failli chasser Déby, et il n'a dû sa survie qu'à l'intervention française. **La démocratie permettrait d'aller vers une paix durable grâce à la légitimité des urnes et à un meilleur partage des richesses.** En attendant, Idriss Déby continue de s'imposer par la force en jouant du soutien français. Malheureusement, en raison des nombreuses rébellions depuis 23 ans, la frontière entre politiciens, militants et anciens cadres rebelles n'est pas bien définie, parmi les réfugiés hors du Tchad également. Ce mélange ne favorise pas l'éclosion d'une culture démocratique, pour aller vers une alternance pacifique. Là aussi, la situation est bloquée à un stade où **les stratégies politico-militaires fragilisent l'organisation d'une opposition démocratique.**

³ 17 août 2010, ICG : Tchad: au delà de l'apaisement, p18 :

<http://www.crisisgroup.org/fr/regions/afrique/afrique-centrale/tchad/162-chad-beyond-superficial-stability.aspx>

⁴ 19 mars 2013, Le Tchad dix ans après les premiers barils de pétrole, economie.jeuneafrique.com

⁵ 30 janvier 2012, Rapport CCFD-Terre Solidaire "Le développement piégé : les transferts d'armes et le développement du Tchad (2005 – 2010)": La France et d'autres pays ont vendu des armes au Tchad, page 25, http://ccfd-terresolidaire.org/ewb_pages/d/doc_2739.php?PHPSESSID=248a290fe4fef24669f77f4b4d11f036, et la thèse de Gilbert Maoundonodji en sciences politiques, Université Catholique de Louvain, 2009 : <http://pul.uclouvain.be/fr/livre/?GCOI=29303100304130>, voir aussi août 2009, SIPRI, Suède : Arms flows to the conflict in Chad, by Pieter d. Wezeman : <http://books.sipri.org/files/misc/SIPRIBP0908.pdf>

⁶ 11 mai 2013, Au Tchad, la répartition de la manne pétrolière suscite le mécontentement, lemonde.fr

⁷ 20 juin 2013, Des centaines d'enfants soldats au Mali, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/06/20/des-centaines-d-enfants-soldats-au-mali_3433329_3212.html, Washington Post: <http://watchlist.org/wordpress/wp-content/uploads/WashPost-Article-June-19-20131.pdf>

2. Massacres, crimes de guerre, crimes contre l'humanité

Massacres de la Garde Républicaine, exécutions extra-judiciaires, exécutions d'opposants, villages brûlés, prisonniers torturés et exécutés : le bilan du règne de Déby sera très difficile à réaliser. Un inventaire des crimes est presque impossible à dresser car les organisations de droits humains n'ont la possibilité d'enquêter que très partiellement au Tchad.

Les défenseurs des droits humains et les journalistes sont en danger, isolés car la répression touche aussi les soutiens. Le 16 février 1992, Maître Behidi vice-président de la Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme (LTDH) était assassiné. En 2013, Idriss Déby emprisonne, expulse des opposants, corrompt des journalistes, des militants des droits humains, des politiciens. Il a pendant 23 ans terrorisé, empêché les enquêtes, qui sont infaisables loin de la capitale. Se déplacer pour enquêter sur un village où a eu lieu un massacre est dangereux. Même les organisations de droits humains qui sont par ailleurs connues pour faire des bilans critiques du régime, ne peuvent risquer d'enquêter partout et craignent les sanctions. Un village au sens tchadien signifie 5000, 10000, 15000 personnes. Il est impossible de chiffrer les disparitions et morts dans les massacres des forces de l'Etat tchadien touchant ces villages, qui ont été souvent brûlés pendant des combats. Des informations plus précises peuvent exister sur des massacres de moindre ampleur, mais le paradoxe n'est qu'apparent, car des enquêtes plus approfondies nécessiteraient une protection face à l'Etat impliqué dans les crimes.

La liberté de la presse n'existe que si la presse existe, libre, non corrompue, disposant d'un minimum de moyen. Sous Habré, il n'existait aucune liberté de la presse. Sous Déby, il existe des radios et journaux privés mais avec très peu de moyens. La presse a été réduite au minimum par les intimidations, la répression et la corruption. Les bons journalistes sont contraints à l'exil et ensuite souvent coupés de leurs sources d'information. Internet a permis une amélioration mais internet est arrivé tardivement et assez longtemps après les plus nombreux massacres.

Déby garantit l'impunité aux exécutants de ses ordres. Par exemple, en juillet 2013, la justice tchadienne, concluant à un non-lieu au terme des investigations de la commission d'enquête gouvernementale au sujet de la disparition de l'opposant Ibni Oumar Saleh, a reconnu « que c'étaient bel et bien des militaires de la Garde présidentielle qui avaient enlevé l'homme politique, mais qu'il s'est avéré impossible de les identifier. »⁸ Par le biais de l'Agence Nationale pour la Sécurité, la police politique, Déby intervient en personne dans des arrestations, tortures, et certains assassinats. Les locaux de l'ANS jouxtent le palais présidentiel, où loge Déby.

La majorité des grands massacres ont eu lieu dans les années 90 et sont liés à des guerres entre l'armée tchadienne et des rébellions. Les documents de Survie et FX Verschave, des organisations de droits humains comme Amnesty ou la FIDH, et des opposants politiques comme Yorongar, permettent d'établir une première **liste de « massacres présumés »** (voir la liste des sources en bibliographie). Les informations sont à vérifier, puisque que les conditions n'ont pas permis des enquêtes complètes et approfondies. Les différents documents sources ne parlent pas des mêmes faits.

A. 1990-2013 : Massacres sous la présidence d'Idriss Déby

Date	Événement, massacre	Source	Estimation
1990-1993	Exécutions extra-judiciaires, disparitions dans les mêmes centres de détention que pour opposants à Habré, tortures.	Amnesty : L'héritage Habré, octobre 2001, amnesty.org . Amnesty cité par survie.org	800 tués (Amnesty selon Survie en 1996)

⁸ 30.9.13, Jean Bernard Padaré : l'avocat qui construit scientifiquement la perte d'Idriss Deby ITNO <http://www.ndjamena-matin.com/article-tchad-jean-bernard-padare-l-avocat-qui-construit-scientifiquement-la-perde-d-idriss-deby-itno-120325040.html>

1990-1993	Viols systématiques	Verschave selon des rapports Amnesty et FIDH de 92 et 93 au procès Verschave le 6.3.1, Noir Procès, FXVerschave.	
1991-1992	Lac Tchad : massacres des Boudouma du Lac-Tchad et des Kanembou du Kanem par garde présidentielle pendant guerre contre Mouvement pour la Démocratie et le Développement (MDD)	N Yorongar mars 2009 : yorongar.com	
1991 - octobre	Guera (+Ndjaména): massacres après prétendu coup d'Etat du 13 octobre 1991 et repli des fidèles de Maldom Abbas (MPS) (Colonels Kaffine et Garboubou)	Noir silence, Verschave, p154-171. 21.10.91, Maldom Abbas and support amnesty.org	centaines militaires et civils tués (FXV) au moins 40 morts(Amnesty)
1992 - février	Ndjaména : massacre suite aux affrontements du 21 février avec CSNPD	Amnesty : Le cauchemar continue,avril93, amnesty.org	38 cadavres + ... (Amnesty)
1992 – février-juillet	220 tchadiens membres réels ou supposés du Mouvement pour la Démocratie et le Développement (MDD) enlevés au Nigéria, tués après tortures dirigées par Déby. MDD actif dans Lac Tchad jusqu'à 1995.	Amnesty, MDD, amnesty.org Noir silence, Verschave, p154-171.	220 tués selon Verschave, 3 tués 200 disparus selon Amnesty
1992 – toute année (Août)	Logone : Boudouloum et Goré: répression populations sous prétexte de lutter contre la rébellion du Colonel Moïse Kété du CSNPD et du Capitaine Laokin Bardé Frison. Massacres, viols, incendies de villages Logone oriental, Doba, août 1992 : Amnesty : 1 centaine massacrés + 7 ...	Noir silence, Verschave, p154-171. Amnesty : L'héritage Habré, octobre 2001, amnesty.org . Amnesty : Le cauchemar continue,avril93, amnesty.org	1 centaine de tués à Doba (Amnesty) + ...
1993 – Janvier février, mars	Lac Tchad et Sud (Logone oriental): liés à lutte contre Colonel Moïse Kété et CSNPD, selon Amnesty : homicides arbitraires, "disparitions", incendies des greniers à blé et des maisons dans la préfecture Moyen-Chari et Logone-Oriental. vers le 21 janvier 1993, 45 civils au moins, tués par Garde républicaine à Goré. 26 morts à Bebou en mars. Massacres alors que CSNPD est en RCA.	Amnesty : L'héritage Habré, octobre 2001, amnesty.org (+ amnesty.org selon LTDH) Amnesty selon Noir silence, Verschave, p165	246 tués 22 villages brûlés pillés en janvier (Amnesty selon Verschave), 45 civils à Goré + 26 à Bebou (Amnesty et LTDH)
1993 - Avril	Logone : Kouhou Goré : suite massacres par garde républicaine liés à CSNPD. Village de Kouh : 78 tués le même jour.	Amnesty demande enquête 21 avril 93 amnesty.org Antoine Bangui au procès Verschave le 6.3.1, Noir Procès, FXVerschave. (pressafrique.com)	(203 égorgés selon pa.com ?) 78 tués à Kouh (A.Bangui)
1993 - été	Ouaddaï : Gniguilim et Chokoyane : massacre civils suite à lutte contre rébellion Rassemblement pour la démocratie et la liberté (RDL) du Capitaine Mahamat Nour Abdelkerim	Dobian Assingar président LTDH et Antoine Bangui au procès Verschave le 6.3.1, Noir Procès, FXVerschave.	80 tués (ABangui)
1993 - 8 août	N'Djaména : manifestation réprimée à roquette et à arme automatique (ressortissants de Gniguilim et Chokoyane)	Noir silence, Verschave, p154-171. (+ pressafrique.com + coll RTI pro-Habré juliette.abandokwe)	150 à 300 tués (Verschave)

1994 - janvier	Ouaddaï : Abéché : massacres lié à guerre contre Front National du Tchad (FNT) du docteur Bachar Harris	Yorongar avec cassette vidéo au procès Verschave le 6.3.1, Noir Procès, FXVerschave.	
1994 - août	Logone occidental : massacres pendant guerre contre rebelles Forces armées de la République fédérale (FARF) de Laoukein Bardé par Garde républicaine : 30 tués dont 2 enfants.	Amnesty : L'héritage Habré, octobre 2001, amnesty.org Dobian Assingar président LTDH au procès Verschave le 6.3.1, Noir Procès, FXVerschave.	30 tués dans 1 massacre (Amnesty)
1994 – sept.	Logone (Sud) : "72 heures d'expédition punitive et politique de terre brûlée"(FARF)	Noir silence, Verschave, p165 LTDH : pressafrique.com	
1995 - février	Logone oriental : Goré (FARF)	Commission enquête selon pressafrique.com	247 tués
1995	Ouaddaï lié à guerre contre Front National du Tchad (FNT) du docteur Bachar Harris	Antoine Bangui au procès Verschave le 6.3.1, Noir Procès, FXVerschave.	
1995	Logone Occidental : massacres à Moundou et à 35km de Moundou (FARF)	Yorongar au procès Verschave le 6.3.1, Noir Procès, FXVerschave.	
1997 – Oct.	Logone Occidental : Moundou (+Goré) : massacre des FARF ralliées dans leur coordination de Moundou (le 30 octobre 1997 en présence de soldats français) (Verschave)	Amnesty : L'héritage Habré, octobre 2001, amnesty.org . Noir silence, Verschave, p165. Dobian Assingar LTDH au procès Verschave le 6.3.1, Noir Procès, FXVerschave. Agence Reuters, 01.11.97 selon pressafrique.com ,	fosses communes, plus de 150 tués, en majorité civils selon Assingar. 80 selon Amnesty.
nov97- mars98	Sud et 2 Logone (et Moyen-Chari) : FARF : massacres ethniques. Déby physiquement présent aux 2 Logone selon FXVerschave. Collectif des associations des droits de l'homme signé Benam Manadiyam : 58 tués (bilan provisoire). Mars 1998, torture et assassinat de centaines de personnes. 97-98 : villages brûlés. 11 mars 1998 : assassinats d'une quinzaine de chefs de villages.	FXVerschave, M.-H. Aubert, députée (selon archives Mission Information parlementaire (France) sur Pétrole de 1998), Dobian Assingar LTDH, André Barthélémy, Issa Karam Ibrahim, Antoine Bangui au procès Verschave le 6.3.1, Noir Procès, FXVerschave.	procès FXV : 58 + centaines tués en mars 1998 (Aubert), plus de 500 tués en 97-98 (Assingar). 15 chefs tués (Barthélémy)
1998 - février	Sud : Sahr : massacres après enlèvement 4 français par docteur Mahamout Nahor (Front démocratique populaire (FDP)) le 10 février 1998 sur ordre Déby selon capitaine IKIbrahim. Massacres avec soldats français à proximité.	Noir silence, Verschave p167. Issa Karam Ibrahim au procès Verschave le 6.3.1, Noir Procès, FXVerschave. Noir Chirac, Verschave, p230 citant Thomas Sotinel, Le Monde, 23.5.1998	57 tués (Verschave), 200 à 300 tués selon IKIbrahim
1999	Ouaddaï : Abéché : massacres liés guerre contre Front National du Tchad (FNT) du docteur Bachar Harris	Antoine Bangui au procès Verschave le 6.3.1, Noir Procès, FXVerschave.	240 tués (ABangui)
2000	Tibesti : guerre contre Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MDJT) de Youssuf Togoimi : massacre des 25 rebelles arrêtés avec Togoimi (avril 2000) + 9 prisonniers fin 2000	Rapport USA 2000: state.gov Rapport USA 2001: state.gov	25 + 4 + 9 tués selon USA en 2000

2002 Juillet	1 ^{er}	NB: Entrée en vigueur du Statut de Rome créant la CPI , compétente sur crimes commis à compter du 1 ^{er} Juillet 2002.		
2003-2009		Soudan : responsabilité de Déby dans guerre au Darfour, pendant système d'alliances croisées des rébellions entre Soudan et Tchad.	Rapport sur Béchir de l'ONU pour la CPI du 2.9.8 : aucune allusion à Déby.	
2006 : 12-14 avril (+ décembre)		Ndjamena : bataille contre Front uni pour le changement (FUC) de Mahamat Nour armés par Soudan: « 14 militaires et des civils, soupçonnés d'avoir participé à l'attaque ont disparu »	Amnesty sept. 2009 : Disparitions forcées au Tchad, amnesty.fr	14 militaires et des civils disparus
2006 – avril		Frontière Soudan (+ Ndjamena) : bombardement par Mirage français sur civils à Adré et Moudeïna pendant lutte contre Front uni pour le changement démocratique de Mahamat Nour (FUC). 12-14 avril : FUC attaque Ndjamena. Décembre : combats avant traité de paix.	13.4.6, AFP sangonet.com Que fait l'armée française en Afrique, Raphaël Granvaud (Survie, 2009), p307	(civils tués par bombardements français)
2006(dec05) – 2008(2010)		Est : Exécution prisonniers de guerre pendant guerre avec Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD)	coll. RTI pro-Habré : juliette.abandokwe	
2008-2et3 fev		Ndjaména : bataille contre rebelles de l'Est : commandement militaire unifié UFDD du général Mahamat Nouri, UFDD-Fondamentale d'Abdelwahid Aboud Mackaye et Rassemblement des forces pour le changement (RFC) de Tom Erdimi. Selon Commission d'enquête le 5.8.8 : 977 personnes incluant civils, ANT, et rebelles tués, 1758 blessés, 34 violées, and 380 détenus. Mitraillettes bombes hélicoptères ont tués de nombreux civils dans la banlieue de Ndjaména : Abena, Blabline, Chaguoua, Diguel. Assassinats suspects. Amnesty oct 2013 : « centaines de personnes ont été tuées, d'autres arrêtées, et certaines soumises à des disparitions forcées », dont Ibni Oumar Saleh.	Rapport USA: state.gov Que fait l'armée française en Afrique, Raphaël Granvaud (Survie, 2009), p308-322 Amnesty oct. 2013 : « Au nom de la sécurité »	(officiellement 977 tués : civils + armée + rebelles selon Commission d'enquête) + disparitions forcées selon amnesty
(2008-2009)		(Est: guerre contre rebelles : Front pour le Salut de La République (FSR), Union des Forces pour la Démocratie et Le Développement Rénovée (UFDDR-R), Mouvement National pour le Redressement (MNR), Mouvement National et le Mouvement pour la Démocratie et la Justice au Tchad (MDJT), Union pour la Force et la Résistance (UFR) : affrontements à Goz Beida le 13 juin 2008, à Am Dam le 15 juin 2009, et à Goz Beida et Koukou Angarana les 6 et 7 mai 2009)	(rapport Mission des Nations Unies en RCA et au Tchad (MINURCAT : aucun massacre indiqué)	

2008 – février	Centrafrique : selon Human Right Watch, civils tués, villages brûlés, dont le 29.2.8 plusieurs villages autour de Maitoukoulou.	Rapport USA selon HRW : state.gov	civils tués, villages brûlés
2008 – 29 juin	Moyen Chari – Kouno : répression islamistes de Sheikh Ahmet Ismael Bichara	Rapport USA: state.gov + rfi.fr	68 tués (+4 gendarmes)

B. 1980-1990 : Massacres sous présidence d'Hissène Habré avec implication d'Idriss Déby

1980 – 15déc	Ndjaména : Déby alors chef d'état-major des Forces armées du Nord tue 25 prisonniers de guerre libyens chez Habré	Koti Yacoub Hisseine au procès Verschave le 6.3.1, Noir Procès, FXVerschave.	25 tués par Déby
1982-1989	Déby, COMCHEF des Forces armées du Nord (FAN) puis des Forces Armées Nationales Tchadiennes (FANT) de 1983 à 1985 (chef d'Etat major des armées), Conseiller spécial à la défense et à la sécurité de 1987 à 1988	Mahmat Hassan Akbar 7.9.13, Tchad le procès d'Idriss Déby, Témoignage à charge : Ngarleju Yorongar HRW 3.12.13 : rapport sur Habré	40 000 tués sous Habré (selon Commission d'Enquête)
1983-1985	Ndjaména : massacres Hadjéraï du Guéra : sous-préfectures de Mongo, Mangalmé, Bitkine et Melfi (Guéra), Aboudeia, Haraz-Manguagne et Amtiman (Salamat), Ati, Djédah, Oumhadjer (Batha), préfecture du Ouaddaï, du Chari-Baguirmi, ...	Ngarleju Yorongar	
1984 – sept.	« septembre noir » contre Codos: Déby « comchef » des FANT. Massacre populations du sud (chrétiennes ou animistes, appelées "kirdi"), de Sarh à Moundou (par ex Kélo et Laï), en passant par nombreux villages. Logone-Occidental : Déli : 27.9.84 : au moins 80 combattants ayant déposé les armes exécutés extrajudiciairement par troupes gouvernementales + 21 employés ferme d'État exécutés, selon Amnesty. Sahr : cinquante dirigeants politiques ou chefs de communauté, dont beaucoup de Sarh exécutés ou disparus. Moyen-Chari : N'Galo : selon Amnesty : tueries + incendie église avec réfugiés + Danamadji + Bedaya.	Amnesty : L'héritage Habré, octobre 2001, amnesty.org . Yorongar et KYHisseine au procès Verschave le 6.3.1, Noir Procès, FXVerschave. Site Ngarleju Yorongar . Kebzabo et Yorongar témoins tchadenligne.com HRW 3.12.13 : rapport sur Habré : p280 puis p293 à (selon archives de DDS surtout)	Massacres dont à Moundou 500 tués + centaines de cadres sudistes tués selon Yorongar – 50 selon Amnesty. Déli : 100 tués le 27 selon Amnesty HRW : centaines (p280) + ...
1986 + Juin-Juillet 1987 + dec. 1988	Guéra : Mongo et Bitkine: répression anti-insurrectionnelle du MOSANAT : prisonniers tués. Brûlés vifs.	Amnesty : L'héritage Habré, octobre 2001, amnesty.org .	

En 2009, Amnesty rappelait que **les disparitions forcées sont une « pratique récurrente »**, qui «continuent d'être une méthode utilisée par les forces de sécurité tchadiennes afin de semer la terreur parmi la population et d'intimider les opposants politiques réels ou supposés. Ce fut le cas en avril 2006 lorsque les groupes d'opposition armés ont attaqué la capitale N'Djamena. Lors des affrontements, 14 militaires et des civils, soupçonnés d'avoir participé à l'attaque, ont été arrêtés puis ont disparu.»⁹ L'organisation insiste sur la disparition d'Ibni Oumar Mahamat Saleh. Dans son dernier rapport '« Au nom de la sécurité ?», du 24

⁹ Septembre 2009, Amnesty : « Disparitions forcées au Tchad » : http://www.amnesty.fr/sites/default/files/SF09MA084_tchad.pdf

octobre 2013, Amnesty parle des disparitions forcées toujours nombreuses qui « constituent des crimes aux termes du droit international, sont soumises à la compétence universelle et peuvent, dans certains cas, s'apparenter à des **crimes contre l'humanité, notamment en vertu du Statut de Rome.** »¹⁰

Une partie des crimes sont des crimes contre l'humanité donc imprescriptibles. **Idriss Déby, s'est adapté pour éviter d'être poursuivi par la CPI**, pour des crimes après juillet 2002, comme l'a été le président soudanais El Béchir en 2008. Le 1er novembre 2006, le Tchad a ratifié le Statut de Rome¹¹.

En 1990, la Commission d'enquête nationale avait établi à 40 000 le nombre de victimes du régime Habré. **Dès 1993, Amnesty alertait sur la continuité des méthodes des deux régimes**¹². **Le procès Habré retardé plusieurs années se tiendra aux Chambres africaines** à Dakar pendant 27 mois à partir de mi-2013, « 15 mois pour l'instruction, 7 mois pour le procès en première instance et 5 mois pour le procès en appel »¹³. Le procès Habré porte en lui un enjeu fondamental, dans la **construction du droit en Afrique**, dans sa relation avec la justice internationale. Est-ce que le procès mettra en évidence le rôle des français et américains dans la formation et le financement de la Direction de la Documentation et de la Sécurité (DDS) ? Il démarre dans un contexte d'attaque de la Cour Pénale Internationale par un certain nombre de présidents africains, dont une partie de dictateurs reconnus. Chaque élément d'impunité aura un impact historique. Idriss Déby aurait obtenu une « immunité » au procès de Habré aux Chambres Africaines au Sénégal, où il est prévu qu'il intervienne comme témoin¹⁴. Quelles seront les possibilités d'enquêter en dehors du cadre fixé par la dictature tchadienne actuelle ? Les témoins qui ont connus les deux périodes seront-ils orientés pour ne parler que des années 80 ? Il existe des fosses communes de la période Habré et d'autres de la période de Déby.

Commandant en chef des Forces Armées du Nord (FAN), puis des Forces Armées Nationales Tchadiennes (FANT) de 1983 à 1985 (chef d'Etat major des armées), puis Conseiller spécial à la défense et à la sécurité de 1987 à 1988, **Idriss Déby a mené une partie des massacres attribués à Habré, dont ceux du 'Septembre noir' en 1984 dans le Sud**, et ceux de la région de Guéra dans la répression du MOSANAT entre 1986 et 1988. Reed Brody d'Human Rights Watch, très impliqué depuis des années sur le procès Habré s'est exprimé ainsi le 24 octobre 2013 : « Idriss Déby est impliqué dans le dossier. Il était le commandant en chef de l'armée tchadienne pendant un moment particulièrement meurtrier qu'on appelle communément «Septembre noir». A ce titre, il faut qu'il s'explique. Il faut que sa participation soit examinée. Je ne dis pas qu'il a commis des actes ou non. Mais je pense que le fait qu'il ait été commandant en chef et souvent dans le sud du pays, physiquement en 1984 et 1985, l'oblige à s'expliquer sur ces faits. Maintenant, on ne peut pas mettre sur le même pied l'exécutant qu'aurait été Idriss Déby, d'une part, et le chef suprême qu'était Hissène Habré d'autre part... une des raisons de ce procès, c'est de lancer un avertissement à Idriss Déby et pour dire à ceux qui ont le pouvoir actuellement qu'il y a des limites, que votre prédécesseur est en train d'être jugé pour avoir dépassé ces limites. Gare à vous si vous dépassez ces limites vous aussi ! Ce procès est délicat pour Idriss Déby à plusieurs titres. »¹⁵ Idriss Déby n'a-t-il pas déjà franchi cette limite ? Quelle limite ? Est-ce une limite après amnistie implicite ? La position d'Human Right Watch, ou du moins de Reed Brody, n'est-elle pas politique ?

¹⁰ <http://www.amnesty.org/fr/library/asset/AFR20/007/2013/fr/1a12f728-84c5-4c58-ab83-830224ebcb47/afr200072013fr.pdf>

¹¹ 7.11.6, Le Tchad devient le 104e État partie au Statut de Rome, [icc-cpi.int](http://www.icc-cpi.int)

¹² 21 avril 1993, Amnesty International demande l'ouverture d'une enquête exhaustive sur les massacres perpétrés par l'armée dans le Sud en 1993, [amnesty.org/fr/library/asset/AFR20/016/1993/fr/1c186fb7-f90c-11dd-92e7-c59f81373cf2/afr200161993fr.pdf](http://www.amnesty.org/fr/library/asset/AFR20/016/1993/fr/1c186fb7-f90c-11dd-92e7-c59f81373cf2/afr200161993fr.pdf)

Avril 1993, Le cauchemar continue, [amnesty.org/fr/library/asset/AFR20/005/1993/fr/34bb3da2-ecd8-11dd-a08b-b3b1782331b8/afr200051993fr.html](http://www.amnesty.org/fr/library/asset/AFR20/005/1993/fr/34bb3da2-ecd8-11dd-a08b-b3b1782331b8/afr200051993fr.html)

¹³ 2.7.13, Affaire Habré : Un budget de 4.695.907.261 Fcfa prévu pour une procédure de 27 mois, http://www.seneweb.com/news/Justice/affaire-habre-un-budget-de-4-695-907-261-fcfa-prevu-pour-une-procedure-de-27-mois_n_99407.html

¹⁴ 30.9.13, Jean Bernard Padaré : l'avocat qui construit scientifiquement la perte d'Idriss Deby ITNO, <http://www.ndjamena-matin.com/article-tchad-jean-bernard-padare-l-avocat-qui-construit-scientifiquement-la-perte-d-idriss-deby-itno-120325040.html>

¹⁵ Enquête Plus : <http://www.enqueteplus.com/content/entretien-avec-reed-brody-porte-parole-%C3%A0-human-rights-watch-%C2%ABles-avocats-de-habr%C3%A9-font-comme>

3. Le président stable dans une région instable ?

Idriss Déby, dans le cadre françafricain relativement stable depuis les 'indépendances' était intervenu dans des pays non-frontaliers, au Togo en 1993 ou au Congo-Brazzaville en 1999 pour soutenir Sassou Nguesso¹⁶. Avant d'intervenir au Mali en 2013, il s'est concentré sur les pays voisins : Libye, Soudan, Cameroun et Nigéria. **Au Soudan, en Centrafrique, et au Mali**, Idriss Déby s'est imposé comme stratège militaire.

Le Tchad est impliqué dans la **déstabilisation de la région**. La limite floue entre armée tchadienne et mercenaires, en raison des entrées et sorties fréquentes entre rébellions et armée, permet à Déby de camoufler son rôle. Un des objectifs est d'éviter la formation de rébellions. Soutenu à l'intérieur par les français présent depuis 1986, Idriss Déby a accumulé l'expérience qui lui permet de se renforcer militairement à l'extérieur. C'est ce qu'il a de nouveau fait en 2013 au Mali et en Centrafrique.

3.1 Soudan : 2004-2009

Béchir a soutenu Déby en 1990 à sa prise de pouvoir. Il l'a soutenu en 2000 contre le Mouvement pour démocratie et justice au Tchad (MDJT) de Youssouf Togoïmi qui aurait pu vaincre Déby sans l'intervention de Béchir. **La relation s'est détériorée à partir de mai 2004** après la mutinerie ou coup d'état raté d'une opposition Zaghawa à Déby: les rebelles venus de l'armée tchadienne se sont rétablis au Soudan autour de Yaya Dillo créant le Socle pour le changement, l'unité nationale et la démocratie (SCUD)¹⁷. Béchir étant équivoque, Daoussa Déby, frère aîné de Déby, a suscité et renforcé le Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE) opposé à Béchir. La création du **Front uni pour le changement (FUC)** de Mahamat Nour en 2004 a été soutenue par Béchir, qui soupçonnait Déby derrière le MJE.

Le FUC a attaqué Ndjaména en avril 2006. **Les trois colonnes de rebelles qui atteignent Ndjaména en 1990, 2006 et 2008 sont parties de la frontière soudanaise**. Selon le journaliste, René-Jacques Lique, en 2006, le Front uni pour le changement (FUC) « a pu y arriver grâce à Deby lui-même qui, en aidant et soutenant les mouvements de rébellions au Darfour en guerre contre le régime de Khartoum, a poussé le Soudan à allumer un contre-feu. Le président soudanais Omar El Béchir s'est fait un plaisir d'armer et d'équiper à son tour le FUC de Mahamat Nour pour déstabiliser le régime tchadien. »

Le chassé-croisé des rébellions entre le Tchad et le Soudan ou système d'alliances croisées des rébellions entre Soudan et Tchad, a duré de 2004 à 2009. Idriss Déby a une part de responsabilité dans le conflit au Darfour qui fit 300 000 victimes selon l'ONU¹⁸. De l'avis du géographe Géraud Magrin, « Le Soudan reprocha au Tchad d'appuyer la rébellion au nom de la solidarité au sein du groupe Zaghawa, auquel appartient Idriss Déby. En retour, le Soudan se mit à appuyer les rébellions tchadiennes (voir Debos, 2007). »¹⁹ Cependant, entre 2006 et 2009, la relation entre le Tchad et le Soudan a été marquée par des **divergences entre Idriss Déby et ses frères Daoussa Déby et Timan Déby**, le « sultan des sultans »²⁰: Daoussa Déby et d'autres Zaghawas ont soutenu les MJE et Khalil Ibrahim sans qu'Idriss Déby ne le fasse lui-même, et en 2008 Daoussa Déby a poussé le MJE à soutenir Idriss Déby en février 2008 pendant l'attaque de l'UFDD (et RFC, UFCF et UFDD Fondamentale) venues du Soudan. En allant vers la

¹⁶ Peut-être aussi en RDC en soutien à Joseph Kabila (aucune source). Source Congo-B janvier à août 1999, Noir Procès, FX Verschave, mai 2001: Verschave contre Nguesso, Déby et Bongo le 28.2.1

¹⁷ 22.10.05, RFI : Rivalités zaghawa : http://www.rfi.fr/actufr/articles/070/article_39329.asp

¹⁸ 31.12.8, Darfour : La MINUAD a un an et 12 374 soldats déployés : <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=18100&Cr=Darfour&Cr1=Soudan>

¹⁹ Géraud Magrin, 2008, Tchad 2008 : Géographie d'une guerre ordinaire, <http://echogeo.revues.org/2249>

²⁰ 21.10.11, International Crisis Group : L'Afrique sans Kadhafi : le cas du Tchad, p18 :

<http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/central-africa/chad/180%20LAfrique%20sans%20Kadhafi%20-%20le%20cas%20du%20Tchad.pdf>

réconciliation avec le Soudan en 2009, Idriss Déby a progressivement repris le dessus dans l'influence sur le MJE²¹.

Des centaines de milliers de réfugiés soudanais sont venus au Tchad dans des camps. Selon Oxfam en 2008, « les réfugiés recrutés par les groupes armés ont participé aussi bien à la défense de N'Djamena quand les rebelles l'ont attaquée en février qu'à l'attaque de Khartoum en mai 2008 », et « les rebelles du Darfour recrutèrent de force 4700 adultes et enfants des camps de Bredjing et Treguine, vraisemblablement avec la complicité du Tchad. »²²

La paix entre Déby et Béchir a été obtenue grâce à la diplomatie française et à Khadafi. Après la rencontre de 2007 entre **Sarkozy et Khadafi, Khadafi a œuvré dans le sens d'un soutien à Déby et de la paix entre le Tchad et le Soudan**²³. Béchir contrôlait la menace sur le Tchad en soutenant l'UFDD de Mahamat Nouri, et le Rassemblement des forces pour le changement (RFC) qui ont atteint Ndjaména les 2 et 3 février 2008. Les MJE seraient intervenus pour aider Déby avec l'aide de Khadafi d'une manière qui reste à préciser²⁴. Pendant la période 2008-2009 de l'Eufor, Khadafi a travaillé pour obtenir des ralliements, des retours à Ndjaména, et des démantèlements de rébellions. Après 2009, les organisations politico-militaires se sont mises en veille.

Au moment où Béchir a été poursuivi par la **Cour Pénale Internationale pendant la guerre au Darfour**, il n'était a priori pas évident que Déby ne le soit pas aussi. Déby était mieux 'positionné diplomatiquement'. Déby a collaboré à la constitution du dossier sur Béchir à la CPI, par la protection des enquêteurs à l'Est du Tchad, avec les services d'un avocat ensuite promu comme haut fonctionnaire ou en collaborant avec l'International Republican Institute (IRI) (iri.org, USA). Le rapport de l'ONU qui a servi à l'incrimination de Béchir à la CPI²⁵ ne comporte pas de mise en cause de Déby. Par la suite, le chef d'Etat tchadien a trahi la CPI et suscité l'indignation en accueillant Béchir par 2 fois.

3.2 Libye : 2011

Selon International Crisis Group²⁶, « De 1990 à 2005, Khadafi a mené avec le président Idriss Déby une politique de normalisation marquée par l'intensification de la coopération bilatérale et la contribution de la Libye à la **pacification du Nord du Tchad**. A partir de 2005, suite à la dégradation de la situation à l'Est du Tchad, il s'est posé en médiateur et garant d'un équilibre des forces entre le Tchad et le Soudan.» Après le conflit avec le Soudan, Déby avait une dette envers Khadafi.

L'abandon par les forces occidentales du colonel, et **l'attaque de l'OTAN le 19 mars 2011** ne pouvaient que fortement perturber la relation entre les dictateurs tchadien et libyen. Dans une interview à Jeune Afrique, le président tchadien a parlé, à propos de l'intervention militaire, de « décision hâtive pouvant avoir de lourdes conséquences en matière de déstabilisation régionale et de dissémination du terrorisme en Europe, en Méditerranée et en Afrique.»²⁷

²¹ Ensuite cette alliance cassera. Voir aussi : 15.11.11, zoom sur les luttes de pouvoir ... au sein du clan Déby Itno : http://www.zoomtchad.com/index.php?option=com_content&view=article&id=233&catid=1&Itemid=2

+ Soudan: la lutte entre le Sultan Idriss Déby et son frère déchu Timan Déby par rébellions du Darfour interposées : <http://tchadpages.com/2013/05/16/soudan-la-lutte-entre-le-sultan-idriss-deby-et-le-sultan-dechu-timan-deby-par-rebellions-du-darfour-interposees/>

²² 9 septembre 2008, OXFAM : Mission non-accomplie : les populations civiles demeurent en danger à l'Est du Tchad, http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp119_CHAD%20paper_FINAL_FRENCH_301008.pdf

²³ 21 octobre 2011, International Crisis Group : L'Afrique sans Kadhafi : le cas du Tchad, p6 <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/central-africa/chad/180%20L'Afrique%20sans%20Kadhafi%20-%20le%20cas%20du%20Tchad.pdf>

²⁴ hypothèse transport par hélicoptères libyens selon Nicolas Beau "Papa Hollande au Mali : Chronique d'un fiasco annoncé" 2013.

²⁵ 2 septembre 2008, ONU: "Human rights situations that requires the Council's attention: Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Sudan: <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G08/153/54/PDF/G0815354.pdf?OpenElement>

²⁶ Ibid, p5, 21 octobre 2011, International Crisis Group : L'Afrique sans Kadhafi : le cas du Tchad

²⁷ 25.3.11, AFP : Le Tchadien Deby affirme qu'Aqmi s'est emparé de missiles en Libye :

<http://www.jeuneafrique.com/actu/20110325T135147Z20110325T135145Z/>

Deux semaines après l'attaque de l'OTAN le 19 mars 2011, Khadafi a demandé l'aide de Déby. Dès le 8 avril, le Conseil National de Transition libyen a dénoncé, la présence de **3000 soldats de la Garde républicaine tchadienne**, en nommant les généraux²⁸. Peu de media occidentaux, Le Figaro et The Telegraph, ont repris cette information²⁹. Selon une autre source, 400 soldats seraient d'abord partis de Bardei dans le Tibesti, puis 1000 soldats partis vers Benghazi. Beaucoup de ces tchadiens seraient morts à Benghazi dans les premiers bombardements, dans la division blindée du fils Khamis de Khadafi.

Rapidement, selon une méthode bien rodée, la **confusion avec une qualification en mercenaires tchadiens recrutés par Khadafi** s'est installée. Dès le 25 mars, C'est Déby lui-même dans une interview à Jeune Afrique qui orientait sur le vocabulaire à employer : « Il n'existe aucune filière, officielle ou officieuse, de recrutement de mercenaires pour la Libye. Cela dit, plusieurs centaines de milliers de tchadiens vivent en Libye, certains depuis longtemps, intégrés à la société de ce pays. Il n'est donc pas exclu qu'une poignée d'entre eux aient pu, d'une manière ou d'une autre, participer aux combats à titre individuel. »³⁰. Dans son rapport ICG rapporte la défense du pouvoir tchadien³¹: « Selon N'Djamena, ces combattants, au sein desquels les tchadiens seraient loin d'être majoritaires, n'appartiendraient pas à la Garde présidentielle puisqu'ils ont été recrutés soit en Libye soit dans les pays voisins par des intermédiaires travaillant pour les pro-Kadhafi. Les autorités tchadiennes ont démenti avoir coordonné des recrutements avec ces intermédiaires, qui auraient agi au Tchad à leur insu. » Les soldats et/ou mercenaires survivants et les recruteurs du Tchad sont ensuite devenus des témoins gênants, persona non grata au Tchad, et ont disparus dans la nature.

ICG analyse la **position tchadienne en 2011 sous forme d'un équilibre**³²: « Les huit mois de guerre qui ont abouti à la chute du colonel Kadhafi ont dû être très longs pour Idriss Déby dont la stratégie initiale a consisté à ne pas abandonner son partenaire du Nord sans subir les coûts politiques d'une telle démarche ». Suivant l'Union africaine, il a finalement pu mettre en exergue les failles de la stratégie de l'OTAN³³: « Je crois que l'Histoire me donnera raison. Ce n'est un secret pour personne que des stocks d'armes considérables en provenance des arsenaux libyens circulent dans la zone sahélo-saharienne et le long du millier de kilomètres de notre frontière commune. .. À qui profite ce vaste marché ? Aux terroristes d'AQMI et de Boko Haram, aux rébellions du Darfour et d'ailleurs. .. la façon brutale avec laquelle on l'a fait chuter ne pouvait être que génératrice de désordres dans un pays sans institutions ni Constitution. » Cette analyse fin 2011 permettra à Déby de se préparer au conflit malien début 2013.

Après sa victoire, le **Conseil National de Transition libyen est resté hostile à Déby**, l'accusant également de conserver une part du trésor de Khadafi que celui-ci, acculé et sans autre issue, aurait envoyé par camion au Tchad³⁴. Face à cette tension, Déby a peur d'une nouvelle rébellion tchadienne venant de Libye, les Toubous étant à cheval entre Tchad, Libye et Niger. La rébellion Mouvement National et le Mouvement pour la Démocratie et la Justice au Tchad (MDJT) a perdu son chef Youssouf Tougoumi en 2002, mais le MDJT existe toujours au Sud de la Libye, dirigé par Hissein Yaya Barka.

²⁸ “ The president of Chad sent three thousands of the presidential guards to assist Qadhafi, and they fought in Az-Zawiya, Misurata, Ras Lanuf and Burayqah under the command of: 1.General Abbadî Sair. 2. General Touffa Abdoullaye.3.General Ramadane Erdebou. 4. General Ousmane Bahar Mahamat Itno.5. Col. Bakhit Bahar Mahamat Itno”, « Statement of the Transitional National Council on the assistance of the Chadian government to Kadhafi's regime », Benghazi, 8.4.11, <http://www.libyanmission-un.org/ntc%20ENG/ntc1.pdf>

²⁹ **Tchadactuel** repris par Le Figaro : <http://www.lefigaro.fr/international/2011/02/23/01003-20110223ARTFIG00747-la-garde-tchadienne-au-secours-du-colonel-kadhafi.php>. et selon ICG Ibid p9, note 35 : « Libya protests: foreign mercenaries using heavy weapons against demonstrators », The Telegraph, 20 février 2011 et « Libye: un avenir incertain. Compte-rendu de la mission d'évaluation auprès des belligérants libyens », Centre international de recherche sur le terrorisme – Aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT), Paris, mai 2011

³⁰ 25.3.11, AFP : Le Tchadien Deby affirme qu'Aqmi s'est emparé de missiles en Libye : <http://www.jeuneafrique.com/actu/20110325T135147Z20110325T135145Z/>

³¹ Ibid, p11, 21 octobre 2011, International Crisis Group : L'Afrique sans Kadhafi : le cas du Tchad

³² Ibid, p8, 21 octobre 2011, International Crisis Group : L'Afrique sans Kadhafi : le cas du Tchad

³³ 26.12.11 Idriss Déby Itno : "En Libye, l'Histoire me donnera raison" <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2658p026-030.xml0/>

³⁴ 22.9.11, Le cynique cinéma de DEBY ne trompe pas le CNT : <http://www.ndjamena-matin.com/article-le-cynique-cinema-de-deby-ne-trompe-pas-le-cnt-84922069.html>, voir aussi les biens de Khadafi en Afrique du Sud ou recherchés dans le Sahara.

3.3 Nigéria : 2009-2013

Des enquêtes délicates seraient nécessaires concernant les relations entre le Tchad et le Nigéria et le Nord du Cameroun où est installée **Boko Haram**. Ainsi, Jeune Afrique parle de « source diplomatique » et d'« information non confirmée et difficilement vérifiable » en février 2013 à propos de « 500 membres de Boko Haram, la secte islamiste nigériane, (qui) auraient réussi à s'infiltrer à N'Djamena »³⁵. Tous les ans, des familles tchadiennes envoient des enfants dans les écoles coraniques de Boko Haram³⁶. Fin novembre 2013, la présence de Boko Haram au Tchad a aussi été évoquée à propos de la Centrafrique : « Le potentiel de déstabilisation est aussi régional, puisqu'il implique des rebelles tchadiens et soudanais et que la secte islamiste nigériane Boko Haram étend désormais ses tentacules jusqu'au Cameroun et au Tchad, des voisins de la Centrafrique. »³⁷

Les frontières du Tchad, du Nigéria, du Cameroun et du Niger se croisent au niveau du Lac Tchad, actuellement très asséché et réduit à une petite partie de sa surface initiale. La famille française enlevée au Nord Cameroun le 19 février 2013 a été recherchée dans les îlots, canaux, et zones marécageuses³⁸. Selon le site américain (de l'armée américaine) 'Combating Terrorism Center', «**Boko Haram profite du Niger, du Tchad et du Cameroun pour trouver refuge, s'entraîner, transiter, planifier des attaques et recruter**»³⁹.

Une partie des forces offensives de Boko Haram sont tchadiennes, étant donné le 'métier des armes' répandu au Tchad. En cas de combat contre l'Etat Nigérien, comme en 2009 et 2010, les tchadiens fuient vers le Nord Cameroun, et le Lac Tchad. La région regorge d'armes venant de Libye, Soudan, Ouganda, et le plus gros marché se trouve dans un village du Nord Cameroun. Début 2012, **deux ministres tchadiens, dont un neveu d'Idriss Déby**, ont été accusées, par un tchadien du Nigéria rapportant un massacre de l'armée nigériane, de financer Boko Haram⁴⁰, ce qui demanderait une enquête tenant compte du climat de répression, de corruption et d'impunité.

3.4 Centrafrique : 2012-2013

Déby avait déjà mis en place Bozizé à la place de Patassé en mars 2003 avec l'assentiment du président français⁴¹. Les tchadiens se faisaient appelés les « libérateurs ». Le Tchad est resté influent en soutenant Bozizé contre plusieurs rébellions. En février 2008, les soldats tchadiens étaient en Centrafrique, où selon Human Right Watch cité par le gouvernement américain, « ils ont tué des civils et brûlé des villages »⁴². Bozizé s'étant rapproché de l'Afrique du Sud, a exclu progressivement le Tchad. Surtout, **le malaise a grandi en 2012 pendant des négociations entre Bozizé et les opposants politiques et rebelles sur les accords de paix conclus en 2011**. Les soldats tchadiens assuraient la protection de Bozizé, suite à une critique de Bozizé concernant des viols à Bangui, Bozizé a demandé à Déby de maîtriser ses soldats, et Déby a retiré la protection en octobre 2012. Selon RFI : « Quand la Seleka a lancé sa première offensive sur Bangui, en décembre, les militaires tchadiens étaient intervenus. Principe de précaution, Ndjamen

³⁵ 13.2.13, Tchad : la menace Boko Haram : <http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2718p008-009.xml15/>

³⁶ 1.3.12, Des centaines d'enfants migrants tchadiens fuient le Nigeria : <http://www.rfi.fr/afrique/20120229-centaines-enfants-migrants-tchadiens-fuient-le-nigeria-boko-haram-tchad>, 13.10.12, Nigeria-Tchad: Les enfants migrants retrouvent leur famille, <http://www.irinnews.org/fr/report/96560/nigeria-tchad-les-enfants-migrants-retrouvent-leur-famille>

³⁷ 27.11.13, Centrafrique : Paris prêt à intervenir militairement dans quelques jours : <http://rpdefense.over-blog.com/2013/11/centrafrique-paris-pr%C3%AAt-%C3%A0-intervenir-militairement-dans-quelques-jours.html>

³⁸ 3.3.13, La traque des membres de Boko Haram cible le Lac Tchad : http://www.francetvinfo.fr/monde/cameroun/otages-francais/video-la-traque-des-membres-de-boko-haram-cible-le-lac-tchad_273347.html

³⁹ 14.1.13, Boko Haram's International Connections : <http://www.ctc.usma.edu/posts/boko-harams-international-connections>

⁴⁰ 3.3.12, Massacre de tchadiens au Nigeria, le lien financier de deux ministres tchadiens avec Boko Haram : <http://tchadonline.com/index.php/massacre-de-tchadiens-au-nigeria-le-lien-financier-de-deux-ministres-tchadiens-avec-boko-haram/>

⁴¹ Survie : Centrafrique : Exit Patassé : <http://survie.org/billets-d-afrique/2003/113-avril-2003/article/centrafrique-exit-patasse>

⁴² 25 février 2009, Gouvernement USA: 2008 Country Reports on Human Rights Practices, <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2008/af/118993.htm>

soupçonnait Michel Djotodia d'entretenir de bonnes relations avec la rébellion tchadienne. »⁴³ Déby abandonnera totalement Bozizé par la suite, après avoir fait le nécessaire.

Michel Djotodia est ancien consul de Centrafrique au Soudan du sud, proche du Capitaine Mahamat Nour Abdelkerim, du FUC, qui, après avoir signé la paix avec Déby en 2006 a été en mars 2007 nommé ministre de la défense du gouvernement tchadien (ensuite limogé le 1^{er} décembre 2007 au lendemain de nouveaux combats). **Déby aurait reçu à tour de rôle Djotodia** de l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR), et les chefs rebelles centrafricains, Nouredine Adam (CPJP, en exil à Dubaï) et Mohamed Moussa Dhaffane (Convention patriotique du salut du Kodro (CPSK)), Abdoulaye Miskine, du Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) (ancien de Patassé), 4 représentants des 4 composantes principales de la future Séléka⁴⁴.

Selon Jeune Afrique⁴⁵, « À la mort de Charles Massi, leader politique de la CPJP, en décembre 2009, **Nouredine Adam** prend la tête du mouvement. Après avoir dénoncé, en juin, l'accord que l'un de ses compagnons, Aboulaye Hissène, venait de signer avec Bangui, il décide, le 20 août (2012), d'unir ses forces avec la Convention patriotique du salut du Kodro (CPSK) de Mohamed Moussa Dhaffane. Les deux hommes parviennent à convaincre Michel Djotodia et l'UFDR de les rejoindre. C'est l'acte de naissance de la Séléka. » et⁴⁶, « Pendant trois ans (2010-2012), Nouredine Adam passe le plus clair de son temps entre le maquis et le Tchad où il connaît des fortunes diverses, un moment arrêté pour connivences supposées avec les rebelles qui combattent Idriss Déby Itno, puis soutenu au point de passer bientôt pour « **l'homme de N'Djamena** » ». Déby a libéré Nouredine Adam, et Mohamed Moussa Dhaffane (CPSK) qui était aussi emprisonné au Tchad mi-2012⁴⁷.

Beaucoup des mercenaires tchadiens passent facilement d'une rébellion à une autre. Les rébellions qui se maintiennent au Soudan depuis 2009 ont moins d'avenir. **Une grande partie des mercenaires de la Séléka a été recrutée dans des rébellions tchadiennes au Soudan**⁴⁸, et, en particulier, les spécialistes techniques qui manient les armes lourdes sont des tchadiens du Soudan, ex FUC, UFR (et UFDD)⁴⁹. Selon le chercheur Roland Marchal⁵⁰, « Idriss Déby est conscient que parmi les gens de la Séléka se trouvent de nombreux combattants tchadiens, qui ont servi sous les ordres de Mahamat Nouri, Adouma Hassaballah et Adoum Yacoub Koukou et, pour l'essentiel, appartiennent à des groupes ouaddaïens. De plus, anticipant une victoire militaire de la Séléka, de nombreux opposants tchadiens dans les pays de la grande région s'agitent et parlent de **reprenre la lutte armée avec cette fois ci la RCA comme sanctuaire**. » Il est très difficile de savoir quel est le lien, le niveau d'accord, entre ces mercenaires, des officiers présents en Centrafrique, et les leaders des rébellions. Par exemple, le capitaine Ismail Moussa du Front de Salut pour la République (FSR) de Ahmat Hassaballah Soubiane s'est rendu en RCA (ou il serait resté finalement sans troupes) et le FSR a félicité la Séléka en mars 2013⁵¹. Le journaliste Vincent Munié indique, lui, la présence en RCA « des rebelles Tchadiens du Colonel Aboud Moussa Mackaye (UFDD-Fondamental), des Janjawids Soudanais échappés du conflit au Darfour »⁵². Beaucoup de mercenaires seraient issus de l'Union des forces pour la démocratie et développement (UFDD) de Mahamat Nouri, et du Front Populaire la Résistance Nationale

⁴³ 26.3.13, Centrafrique: Bozizé lâché par Déby, ignoré par Hollande : <http://www.rfi.fr/afrique/20130326-centrafrique-bozize-lache-deby-lache-hollande>

⁴⁴ http://fr.wikipedia.org/wiki/Seleka_%28R%C3%A9publique_centrafricaine%29

⁴⁵ 4.4.13 Centrafrique : Nouredine Adam, l'autre homme fort de Bangui : <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20130403123503/>

⁴⁶ 26.4.13, Centrafrique : Nouredine Adam, général de fortune : <http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2728p020.xml0/>

⁴⁷ 8.7.12, La CPJP se dit favorable pour le retour de la paix : <http://www.radiodekeluka.org/securite/item/9897-la-cpjp-se-dit-d%27accord-pour-la-signature-de-l%27accord-de-paix.html?tmpl=component&print=1>

⁴⁸ jusqu'à 80-85% selon une source tchadienne, « pas la majorité » selon Roland Marchal, le 9.10.13., http://www.rbf.be/info/emissions/article_roland-marchal-est-l-invite-de-matin-premiere?id=8153285 sachant qu'il y a eu passage de 5000 à 15000 mercenaires

⁴⁹ UFR : coalition surtout active début 2009 formée de 8 rébellions : UFDD, UFDD-F, FPRN, RFC, ... : http://fr.wikipedia.org/wiki/Union_des_forces_de_la_r%C3%A9sistance

⁵⁰ juin 2013, Roland Marchal, Politique Africaine, p8 : <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/conjonctures/130213.pdf>

⁵¹ 24.1.12, Tchad-RCA : les forces du FSR aperçues à Birao : <http://makaila.over-blog.com/article-tchad-rca-les-forces-du-fsr-aperçues-a-birao-97785125.html>, 25.3.13, Communiqué le FSR félicite la Séléka : <http://www.letchadanthropus-tribune.com/article-2037-860.html>

⁵² 29.9.13 , Vincent Munié Monde diplomatique, <http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/refdaily?pass=463ef21123&date=2013-09-30>

(FPRN), d'Adoum Yacoub. Comme la Séléka est divisée, il est par ailleurs difficile de connaître le poids de chaque chef.

Si une partie des mercenaires a pu invoquer une **motivation 'djidhadiste'**, une propagande a exagéré cette dimension jusqu'à une rumeur « faisant de la Séléka, le cheval de Troie des islamistes soudanais »⁵³. Des pillages d'églises, d'écoles, d'hôpitaux, des registres de naissances⁵⁴, et des affrontements entre chrétiens et musulmans ont eu lieu sans que l'on puisse parler de conflit entre religions, tant les mercenaires étaient éloignés des populations. La situation est devenue suffisamment confuse pour que les violences augmentent.

La formation de la Séléka n'aurait pas été possible sans **financement**. La logique politique laisse croire que Déby a pu financer plusieurs composantes de la Séléka. L'hypothèse et l'accusation n'ont pas été confirmées par des preuves, le Tchad et la Centrafrique n'étant pas par ailleurs des pays qui permettent des investigations sans risque. Des témoins parlent aussi de **transport d'armes et de déplacement de pick-up depuis Ndjaména**, qui auraient paradoxalement servi à des mercenaires jusqu'alors opposés à Déby, peu de temps avant l'attaque de janvier 2013. L'arrivée d'armes lourdes entre les mains d'une partie de la Séléka, plus proche de Déby, est aussi évoquée.

En mars 2013, dans la Force Multinationale des Etats d'Afrique Centrale (FOMAC), les seules troupes vraiment offensives étaient tchadiennes. Les 23 et 24 mars 2013, les forces spéciales tchadiennes ont discrètement combattu l'armée centrafricaine et les soldats d'Afrique du Sud pour ouvrir une brèche à la Séléka, lui permettant d'entrer dans Bangui. Pour Roland Marchal : « Ce n'est qu'après avoir obtenu de fortes assurances de la part des dirigeants de la Séléka (notamment la nomination à des postes clefs de l'appareil d'État centrafricain de membres des services de sécurité tchadiens) (12 : «Chad: Déby's Enemies Crowd in», Africa confidential, vol.54, n°11, 24 mai 2013), avoir remis l'argument religieux de Bozizé (qui faisait de la Séléka, le cheval de Troie des islamistes soudanais) et assisté aux ultimes tentatives de ce dernier de se remettre en selle, qu'Idriss Déby donne son **feu vert à l'attaque de Bangui en mars 2013**. L'implication accrue du Tchad dans la force régionale apparaît alors autant comme un signe de puissance que comme l'expression d'une faiblesse face à la possible menace que représente un mouvement comme la Séléka, dont une partie des commandants au niveau intermédiaire n'obéit qu'imparfaitement à la direction et est prompte à vendre ses services aux plus offrants. »

Le 2 octobre 2013, Jean-Christophe Belliard, directeur d'Afrique et de l'Océan indien au ministère des affaires étrangères français a indiqué⁵⁵ : « Il (Déby) s'est, par la suite, rendu compte que la Séléka avait son propre agenda, et comptait, dans ses rangs, des éléments opposés au gouvernement tchadien. » Selon Africa Confidential du 24 mai 2013⁵⁶, « Au départ, les dirigeants de la Séléka, Michel Am Nondokro Djotodia et le leader du CPJP, le « général » Nouredin Adam, avaient promis à Déby d'empêcher les rebelles d'origine tchadienne de contester son autorité. Déby a le sentiment que cette garantie n'est pas suffisante et a réussi à obtenir la nomination du général Mahamat Bahar à la tête du renseignement militaire centrafricain, le deuxième bureau. Il aurait été durant longtemps l'agent, à Bangui, de l'Agence nationale de sécurité, les services de renseignement tchadiens. » Après la victoire de la Séléka, Déby aurait constaté que les chefs de la Séléka étaient de plus en plus autonomes, et aurait eu confirmation de liens entre la Séléka et des chefs tchadiens du Soudan dont l'UFDD. La Séléka serait alors passé en quelques semaines de **5000 à 15000 mercenaires**, les chefs les plus proches du Tchad, recrutant rapidement. Officiellement, le nombre de soldats tchadiens est passé de 500 à 800 dans la FOMAC et le pouvoir tchadien a participé à la négociation sur le passage de la Fomac à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (Misca). Le double-jeu a continué.

⁵³ juin 2013, Roland Marchal, Politique Africaine, p8 : <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/conjonctures/130213.pdf>

⁵⁴ Souvent de 'pseudo' administrateurs qui ne parlent ni français ni sango, les 2 langues officielles, ont été installés

⁵⁵ 2.10.13, Jean-Christophe Belliard à Commission des affaires étrangères : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/cr-cafe/13-14/c1314002.asp>

⁵⁶ 24.05.13, Africa Confidential, Deby's enemies crowd in: <http://www.africa-confidential.com/article-preview/id/4908/D%C3%A9by%E2%80%99s-enemies-crowd-in>, traduction française : <http://www.tchadactuel.com/?p=8995>, voir aussi : 10.7.13, Juliette Abandokwe : Le rôle de Seleka dans l'annexion de la RCA par le Tchad : <http://juliette.abandokwe.over-blog.com/article-le-role-de-seleka-dans-l-annexion-de-la-rca-par-le-tchad-119001776.html>, nomination 19.4.13: <http://centrafrique-presse.over-blog.com/rca-les-nouvelles-autorit%C3%A9s-r%C3%A9organisent-le-commandement-des-faca>

Roland Marchal réagit après le début de l'intervention française en Centrafrique le 7 décembre 2013⁵⁷ : « la Seleka a pu recruter extrêmement facilement des milices ou des mercenaires au Darfour et au Tchad et donc ça pose la question de qu'est-ce qu'il se passe au Darfour. Il y a quelques années, c'était le conflit à la mode dont il fallait absolument parler. Aujourd'hui les politiques européens se taisent. Ça pose aussi la question du Tchad. Une partie significative mais pas la majorité de la Seleka est composée d'anciens rebelles tchadiens. Pourquoi alors que l'Union européenne est intervenue pendant plus d'un an à dépenser 900 millions d'euros pour une opération, **pourquoi finalement il n'y a pas eu d'accord politique pour régler ce problème au Tchad?** Pourquoi fallait-il suivre les Français et sauver seulement le soldat Idriss Déby ? Ça ce sont de véritables interrogations qu'il faut poser et qui montrent effectivement qu'il y a une dimension régionale. L'ambiguïté ou l'ambivalence du Tchad, qui est un peu pompier pyromane dans cette crise, doit être analysée. »

Suite à la prise de pouvoir de la Séléka et de Djotodia, la population centrafricaine est actuellement en grand danger⁵⁸. Le 15 décembre 2013, l'AFP remarque⁵⁹ : « Les soldats tchadiens, qui ont logiquement évacué leurs ressortissants pendant la crise, assurent également la sécurité de personnalités centrafricaines comme le président de la transition (et ex-chef rebelle) Michel Djotodia mais aussi des grands chefs Séléka, qui n'occupent pas forcément de postes officiels. Selon certains soldats français, là-aussi sous couvert de l'anonymat, des soldats tchadiens ont fourni leur brassard Fomac (force militaire de la Mission africaine) à des Séléka leur permettant ainsi de conserver leurs armes et de continuer à circuler. Ce mélange contribue à rendre un peu plus confuse une situation déjà trouble. "Les Fomac tchadien nous tuent. Ils sont avec la Seleka, pas avec la Fomac", accusent de nombreux Centrafricains, dans un pays en très grande majorité chrétien. ».

Déby s'est comporté en pompier-pyromane en Centrafrique⁶⁰, et le gendarme français qui a les moyens d'observer tout au Tchad comme en RCA n'a pas réagi, 'obligé' par la rente diplomatique du Mali, ou secrètement intéressé. L'armée française et la diplomatie française se justifient aux regards des actions officielles de l'armée tchadienne, sans mettre en exergue le jeu des mercenaires qui cache aussi la circulation de l'argent. De son côté, Déby peut se targuer d'éviter la menace de rébellions contre lui en RCA⁶¹. Mi-novembre 2013, l'armée tchadienne est entrée au Darfour avec l'accord du Soudan, pour essayer d'en finir avec l'Union des Forces de la Résistance (UFR), la coalition surtout active entre janvier et mai 2009 formée de 8 rébellions dont l'UFDD, l'UFDD-F, le FPRN, et le RFC, coalition maintenant divisée et dispersée.

Début décembre 2013, à Bangui, la population salue l'arrivée de l'armée française mais associe les 800 soldats tchadiens de la FOMAC à la Séléka⁶². Une grande partie de la population, des personnalités de la société civile réclament le départ de l'armée tchadienne. Paul Biya, qui souhaite empêcher la Séléka d'entrer au Cameroun fait pression pour limiter le rôle du Tchad dans la MISCA⁶³. **La mise en évidence des responsabilités tchadiennes et le retrait des forces tchadiennes apparaissent indispensables** pour sortir des cercles vicieux et aller vers un règlement politique de la crise centrafricaine.

⁵⁷ 9.12.13, Roland Marchal, interview Matin Première : http://www.rtf.be/info/emissions/article_roland-marchal-est-l-invite-de-matin-premiere?id=8153285

⁵⁸ 11.12.13, Human Right Watch, Peter Bouckaert, article montrant le rôle actuel du général Mahamat Bahar :

<http://www.hrw.org/fr/news/2013/12/11/rca-face-au-colonel-zabadi>

⁵⁹ 15.12.13, AFP, http://quebec.huffingtonpost.ca/2013/12/15/centrafrique-le-tchad--_n_4447657.html

⁶⁰ 1er janvier 2013, Centrafrique (RCA) : L'agenda secret de la rébellion (interview d'un responsable du mouvement Séléka), <http://afrikarabia.blogspot.com/archive/2013/01/01/centrafrique-rca-l-agenda-secret-de-la-rebellion.html>

⁶¹ Un autre objectif pourrait être d'empêcher l'exploitation du champ pétrolier à cheval entre Tchad et RCA

⁶² 10.12.13, Centrafrique: « Dehors les Tchadiens, traitres, chiens », crie la foule à Bangui : <http://mali-web.org/afrique/centrafrique-dehors-les-tchadiens-traitres-chiens-crie-la-foule-bangui>

⁶³ 2.12.13, Centrafrique : Les soldats tchadiens 'non grata' dans la MISCA : <http://www.lanouvellecentrafrique.info/centrafrique-les-soldats-tchadiens-non-grata-dans-la-misca/>

4. Islam au Tchad : équilibrisme ou double jeu ?

A propos du conflit entre Tchad et Soudan entre 2006 et 2009, Jean-François Julliard du Canard Enchaîné remarque qu'« allié de Déby, **Paris considère celui-ci comme un rempart face à l'islamisme soudanais et aux horreurs du Darfour** »⁶⁴. De nouveau en 2013 avec AQMI au Mali, Idriss Déby s'est présenté avec cette même image. La réalité tchadienne contredit cette présentation diplomatique qui a été reprise hâtivement.

En 1990, Déby, qui a pris le pouvoir grâce à la DGSE française, était entouré de rebelles Zaghawas soudanais et avait obtenu le **soutien de Béchir et d'Hassan Abdallah Al-Tourabi, important chef religieux faisant partie des Frères musulmans**⁶⁵. **Hassan Hissein**, ancien colonel soudanais, proche de Déby avec qui il est entré au Tchad en 1990, imam de la Grande mosquée de Ndjaména, actuellement président du Conseil Islamique du Tchad, est resté la personnalité la plus influente⁶⁶. En 1993, certains imams ont exprimé la demande que le Tchad devienne 'Etat islamique'. L'Etat a, dans les années 90, commencé à transformer la société, par le contrôle et la prise en main islamique de l'éducation, de l'économie, ou de l'armée. Vers 1995 et 1996, une 'réislamisation' a eu lieu avec des violences. Les Frères musulmans très présents divisent les pratiques musulmanes en deux en arrivant dans une zone. A Ndjaména, en particulier, les pratiques se sont séparées.

L'arabe littéraire est devenu avec le français langue officielle en 1983, ce qui a été confirmé par la constitution de 1996. Voulant **remplacer le français par l'arabe**, Déby a rendu progressivement le bilinguisme obligatoire, par exemple dans les collèges, lycées, et universités en 2010-2011⁶⁷. Le Tchad est une mosaïque d'ethnies et de langues : 120 langues coexistent. 24% des tchadiens parlent français (au Sud surtout), 6% anglais, 2,6% arabe littéraire (ou sinon beaucoup plus parle l'arabe du commerce dans les grandes villes). Déby a rapproché le Tchad de la Ligue arabe, au point que soit évoqué son adhésion.

Selon le chercheur David Mascré⁶⁸, « Le Tchad est au cœur de l'arc saharo-sahélien, théâtre depuis quelques années d'un important développement de l'islam radical, potentiellement source de terrorisme. Situé sur la ligne de faille opposant monde musulman et monde animiste chrétien (44 % de la population tchadienne est chrétienne), le pays est aux premières loges du mouvement de **recomposition identitaire et d'affrontement ethnico-religieux qui secoue désormais depuis quelques années une partie de l'Afrique subsaharienne.**»

Idriss Déby et l'imam Hassan Hissein ont la volonté **d'islamiser le sud peuplé à majorité de chrétiens**⁶⁹, au travers de la construction de mosquées ou de l'installation de migrants, des caravanes de missionnaires venus du Soudan dans des villages nommés 'Mabruka'.

Ce qui a commencé en 91, a eu des effets après 2000, sous l'influence de l'Arabie saoudite (salafistes, wahhabistes), du Qatar (Frères musulmans), et de la Libye. De plus en plus de femmes voilées sont visibles à Ndjaména⁷⁰. Actuellement, le **wahhabisme** gagne du terrain. Le **salafisme** a tenu son premier congrès en Afrique subsaharienne au Tchad en 2012. Le pourcentage des musulmans dans l'Islam radical augmente et se rapproche des 30% en 2013. Le Tchad a permis à des organisations radicales de s'implanter dont Dawa Alamia Islamia (Appel mondial islamique) basée en Libye construisant des écoles et mosquées, ou Dawa

⁶⁴ 5 mars 2009, Le Tchadien disparu qui embarrasse la France, <http://www.tchadenligne.com/article-28684041.html>

⁶⁵ http://fr.wikipedia.org/wiki/Hassan_al-Tourabi

⁶⁶ Lettre du continent, 23.2.95 : <http://www.africaintelligence.fr/LC-/who-s-who/1995/02/23/hassan-hissene-abakar,29744-ART>
31.7.10, L'imam de la grande mosquée de Ndjaména, le nouveau griot de Khadafi : <http://ambenatna.over-blog.com/article-l-imam-de-la-grande-mosquee-de-ndjamena-le-nouveau-griot-de-khadafi-54751125.html>

⁶⁷ 2010, La langue arabe au tchad, Jean-Didier Nandiguim Kamnadji, <http://tcomtchad.info/?p=9732>

⁶⁸ David Mascré, 2007 ?, Tchad-Darfour, les dessous d'une crise : http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=GEOEC_043_0105

⁶⁹ Dr Gali, L'Islam et le Tchad, <http://www.tchadforum.com/node/163>

⁷⁰ 2.4.13, L'Imam Hassan Hissène Abakar appelle les femmes à se voiler : <http://tchad24.unblog.fr/2013/04/02/tchad-limam-hassan-appelle-les-femmes-a-se-voiler/>

Alamia (tout court, Appel mondial) financée par le Koweït et le Soudan⁷¹, et depuis 2009, des chiïtes d'Iran, l'islam tchadien étant sunnite. Des tensions ont grandi entre musulmans.

5. Incompatibilité avec l'Etat de droit

Durant l'intervention au Mali, **en mai 2013, Idriss Déby a essayé d'écraser le peu d'opposition encore debout, sans déclencher de grande réaction internationale**⁷². Il s'est justifié en parlant de « tentative d'organiser un printemps arabe »⁷³. Manifestement, il a profité que l'on ait besoin de lui au Mali pour éliminer des opposants, sachant qu'il ne pourrait pas le faire aussi facilement ensuite. L'opposition est très faible à cause de l'historique de la répression, elle est donc maîtrisable en s'attaquant aux leaders, survivants des épisodes de répression précédents.

Selon la FIDH, « deux députés, deux généraux et un colonel ont été arrêtés ». Les 2 députés sont « Mahamat Malloum Kadre, député du Mouvement patriotique du salut (MPS, le parti du président Déby) et le député **Saleh Makki, de la Coordination des partis politiques pour la défense de la Constitution (CPDC)** ». « **Saleh Kebzabo, président de l'Union nationale pour le développement et le renouveau (UNDR) et chef de file de la CPDC et Gali Gata Ngoté, lui aussi député et membre de la CPDC** », ont aussi failli être arrêtés, soupçonnés d'une tentative de déstabilisation. « Les députés Gali Gata Ngoté et **Routouang Yoma Golom** ont été inculpés de 'complot et d'atteinte à l'ordre constitutionnel' et incarcérés. Le député Ngarjely Yorongar a quant à lui été libéré et reste à la disposition de la justice en tant que témoin. »

La **surveillance d'internet et les écoutes téléphoniques** ont joué un grand rôle dans les arrestations de mai 2013. Elles sont assurées par un système et des fonctionnaires israéliens, comme au Togo et au Cameroun.

La **répression a également touché la presse**, toujours selon la FIDH : « le journaliste **Eric Topona**, secrétaire général de l'Union des journalistes tchadiens, a été convoqué, inculpé et incarcéré le 6 mai dernier ... poursuivi pour « atteinte à l'ordre constitutionnel » dans le cadre de l'affaire Jean Laokolé, un jeune blogueur accusé de diffamation et lui aussi en prison. Le lendemain, le 7 mai 2013, le directeur de publication du **journal indépendant Abba Garde, Avenir Moussey De la Tchire**, a été arrêté par la police judiciaire, pour la diffusion d'articles appelant à « la haine et au soulèvement populaire », selon la police. » Le bras long a atteint le Sénégal, d'où a été expulsé le **blogueur Makaila Nguebla** qui vivait depuis 2005 là où se déroulerait bientôt le procès Habré.

Le 29 octobre 2013, le Tchad a subi l'Examen Périodique Universel de l'ONU à Genève⁷⁴. Cet examen n'est pas directement contraignant - l'absence d'application des recommandations n'est pas sanctionnée -, mais est complet et fiable. L'étude de son processus permet aux institutions internationales, aux ONG, aux journalistes de se référer à un processus basé sur la légitimité de l'ONU, ce qui permet de juger de l'avancement de la construction de l'Etat de droit. L'intention de l'Etat de se réformer est visible selon les progrès entre 2 examens passés à 4 ans d'intervalles. Amnesty a rendu à l'ONU l'état des lieux le plus complet et les recommandations les plus instructives. Son document révèle la nature du régime, et l'horreur paralysante que vit la population depuis 23 ans⁷⁵, au-delà des apparences diplomatiques atténuantes que revêt le passage de l'EPU. La liste des griefs est bien documenté sur chaque points : Disparitions forcées, Violence liée au genre, Recrutement et utilisation d'enfants soldats, Conditions carcérales, Morts en détention, Torture et autres mauvais traitements, Arrestations et détentions arbitraires, Attaques contre les défenseurs des droits humains, Liberté d'expression, Harcèlement des opposants politiques, Ratification et mise en œuvre des normes internationales relatives aux droits humains, Peine de mort. **Les disparitions**

⁷¹ Dr Gali, L'Islam et le Tchad, <http://www.tchadforum.com/node/163>

⁷² 9 mai 2013, FIDH + LTDH + APTDH : vague de répression sur fond de tensions militaires : <http://www.fidh.org/tchad-vague-de-repression-sur-fond-de-tensions-militaires-13248>

⁷³ Interview au Figaro, 7.6.13, <http://www.lefigaro.fr/international/2013/06/07/01003-20130607ARTFIG00554-deby-la-libye-est-au-bord-de-l-explosion.php>

⁷⁴ 29 octobre 2013, Examen Périodique Universel du Tchad, ONU, Genève, <http://www.upr-info.org/Examen-2013-1722.html>

⁷⁵ 31 juillet 2013, Suggestions de recommandations aux États qui seront soumis à l'Examen périodique universel (17e session 21 oct-1er nov), amnesty.org/en/library/asset/IOR41/012/2013/en/bb433783-ef38-4cdc-8d6a-474f74b057d6/ior410122013fr.html

forcées sont les crimes qui se rapprochent le plus des massacres antérieurs aux améliorations depuis la fin de la guerre en 2009.

Amnesty a indiqué en 2013 que « l'État concerné ne s'est guère mobilisé pour appliquer ces recommandations. » Des progrès ont été réalisés sans que l'essentiel n'avance. L'EPU ne revient pas sur le bilan du régime depuis son instauration, et ne vise pas à la justice et la vérité pour l'ensemble des crimes. **Idriss Déby, est lui-même mis en cause et susceptible d'avoir à rendre des comptes devant la justice de son pays si elle réussit à se mettre en place.** Il fait évoluer son régime lentement, en privilégiant les points qui ne le touche pas. Déby essaye avec le soutien français renouvelé en 2013 d'améliorer son image, et il a réussi à gagner des points politiquement, mais la construction de l'Etat de droit ne se juge pas en fonction de la diplomatie. Les progrès des droits interfèrent les uns les autres, le régime bloque globalement tout en lâchant du lest, pour éviter une accumulation de pression.

D'autres recommandations avaient également suivi **la guerre de février 2008, les massacres et les assassinats dont celui d'Ibni Oumar Mahamat Saleh** : Jugement des responsables gouvernementaux, indemnisations des victimes, suppression des prisons secrètes et contrôle des lieux de détention officiels, réforme de la justice et du secteur de la sécurité, ouverture du jeu démocratique et gouvernance. Le Comité des droits de l'Homme de L'ONU mi-2009 jugeait que « de graves violations des droits de l'homme ont été commises en toute impunité et continuent de l'être sur le territoire du Tchad, notamment des meurtres, des viols, des disparitions forcées, des détentions arbitraires, des cas de torture, des destructions de propriétés, des déplacements forcés et des attaques contre la population civile ». Pour l'EPU, 174 recommandations ont été publiées le 31 octobre⁷⁶, et l'Etat tchadien a jusqu'à mars 2014 pour répondre.

6. Répression des opposants et de la presse : le poids du passé

Les assassinats d'opposants ont une importance particulière au Tchad en raison de la disparition du leader politique **Ibni Oumar Mahamat Saleh** le 3 février 2008 pendant la bataille de Ndjamena. Auparavant, en considérant uniquement les chefs politiques et pas les journalistes et syndicalistes, les assassinats ont été plus souvent ceux des chefs politico-militaires, très liés aux guerres. Ce dernier assassinat d'un leader civil a déstabilisé l'opposition démocratique et détruit les espoirs de démocratisation. Idriss Déby est soupçonné d'être le commanditaire de l'assassinat de celui qui était son principal opposant. Le 22 juillet 2013, la justice tchadienne a prononcé un non-lieu qui sonne comme un nouvel aveu de culpabilité⁷⁷. Ce crime trop récent poursuivra Déby : une plainte est déposée en France, et l'affaire est mentionnée dans l'Examen Périodique Universel.

D'autres leaders politiques ont subi la **répression et des arrestations**, et surtout le député Ngarjely Yorongar, arrêté 14 fois et torturé. Récemment en 2012 et 2013, les députés Saleh Kebzabo, Gali Ngoté Gata et Saleh Makki ont été inquiétés par la justice tchadienne instrumentalisée. Des syndicalistes sont également visés par la répression, tels Michel Barka de l'Union Syndicale du Tchad (UST), emprisonné en 2008, et MM. François Djondang, et Younous Mahadjir, deux autres leaders de l'UST poursuivis en 2012, Mbailaou Gustave Bétar mort en prison en décembre 2012, arrêté pour avoir souri lors d'une audience. Des responsables d'association de droits humains ont été visés, dont Me Joseph Behidi, Président de la Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme assassiné le 16 février 1992 et plus récemment, Daniel Deuzoumbe Passalet, président de Droits de l'homme sans frontières (DHSF), arrêté en 2011.

Pourtant, la répression de la liberté de la presse et des opposants est aussi en 2013 une répression d'une moindre intensité que celle du passé. La justice a permis des libérations, le parlement tchadien a

⁷⁶ Human Rights Council Working Group on the Universal Periodic Review, Draft report of the Working Group on the Universal Periodic Review - Chad, http://www.upr-info.org/IMG/pdf/a_hrc_wg.6_17_1.12_chad.pdf

⁷⁷ 26 juillet 2013, Disparition de Ibni Oumar Mahamat Saleh : la justice tchadienne prononce un non-lieu, jeuneafrique.com, 25 juillet 2013, nouvelle impasse dans la procédure sur la disparition de l'opposant Ibni Oumar Saleh, rfi.fr

voté contre la suppression de l'immunité des députés Lama Tchindébé et Saleh Kebzabo voulue par Déby⁷⁸. Cette répression s'effectue actuellement à un niveau équivalent de ce qui peut se passer dans d'autres pays aux régimes moins féroces, si l'on juge de la nature du régime au-delà des dernières années. Par contre la tension persiste en fonction de l'historique. Paradoxalement, le fait qu'une répression fréquente et de basse intensité ait été médiatisée et mise en exergue en 2013, à partir de la guerre au Mali, parce que **le bilan sur 23 ans a été largement occulté**, a permis au régime tchadien de se présenter à un niveau de dictature plus bas qu'il n'est en réalité. Un va-et-vient d'agression-rabâchage et bruits-interventions à l'étranger banalise le niveau de dictature pour ceux qui se contentent de l'actualité et non du bilan du régime sur 23 ans.

La vague d'arrestation a suivi immédiatement le déclenchement de la guerre au Mali⁷⁹, pour que celle-ci ne serve pas d'amorce pour exiger des changements au Tchad, à partir de l'argument selon lequel la guerre au Mali servait à rétablir la démocratie. Même si les prisonniers en 2013 ont été souvent libérés, après quelques jours, semaines ou mois, l'ensemble crée un climat de terreur. Une caution implicite française s'y ajoute : les critiques de la diplomatie française sont suffisamment faibles pour être bien comprises comme un accord pour ne pas revenir sur ce qui dérange vraiment.

La presse tchadienne n'a pu se développer comme le prouve la forme des journaux indépendants, au maximum en format A4, à la fréquence maximale hebdomadaire. Il n'existe pas d'imprimeur indépendant autre que l'imprimerie nationale du Tchad. Les rédactions doivent obtenir avant toute publication l'autorisation du **Haut Conseil de la Communication, qui pratique une censure radicale**.

Les manifestations sont systématiquement interdites par les autorités. En 23 ans, la seule manifestation qui a réussi à commencer est un rassemblement de femmes en 2001 devant l'ambassade de France à Ndjaména pour contester le processus électoral. Elle a été rapidement dispersée à balles réelles, sous les yeux de l'ambassadeur français. L'avocate Jacqueline Moudeina a été grièvement blessée par une grenade. **La liberté de manifester est une revendication essentielle pour débloquent le processus démocratique**. Après la guerre au Mali, que ferait l'armée française si l'armée tchadienne tirait de nouveau sur des manifestants pacifiques ?

7. Une caricature de pétro-monarchie

Le 29 septembre 2013, le ministre tchadien des Finances a annoncé un triplement de la production du pétrole en 2015 : 200 000 barils par jour en 2014, puis 300 000 en 2015, alors que la production est tombée vers 100 000 en 2013 loin du niveau record de 173 000 en 2005. Même s'il y a des doutes sur cette annonce, le Tchad pourrait rejoindre des pays voisins tels le Gabon à 250 000 barils par jour depuis 2007, ou le Congo-Brazzaville 270 000 b/j en 2012. En 2011, les réserves du Tchad ont été estimées à 2000 millions de barils. **Le pétrole est exploité depuis 2003 par le Consortium** constitué d'Esso filiale d'Exxon (USA), de Chevron (USA) et de Petronas Carigali (Malaysia) et plus récemment 2 autres sociétés : CNPCI (Chine) et OPIC (Taïwan). Une raffinerie sino-tchadienne a été ouverte en 2011. **Le Tchad engrange 28,7% des bénéfices contre 72,3% pour le Consortium**, selon le Réseau Foi et Justice Afrique-Europe⁸⁰. Actuellement, le pays a pu récupérer ainsi jusqu'à 1,2 milliards de dollars en un an, en 2007⁸¹. Récemment, il a décidé la création d'un fonds d'investissement de 50 Milliards de dollars avec l'aide du français Samuel Maréchal, ancien dirigeant du Front National (en France)⁸².

⁷⁸ 4 septembre 2013, Levée de l'immunité des députés Lama Tchindébé et Saleh Kebzabo : Quand le parlement dit NON à l'exécutif: Le paradoxe tchadien (Le Pays) : <http://fr.africatime.com/articles/quand-le-parlement-dit-non-lexecutif-le-paradoxe-tchadien>

⁷⁹ 9.5.13, FIDH, LTDH, APTDH vague de répression sur fond de tensions militaires, <http://www.fidh.org/tchad-vague-de-repression-sur-fond-de-tensions-militaires-13248>, 12.7.13, un vent répressif s'abat sur le Tchad, <http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Un-vent-repressif-s-abat-sur-le-Tchad-2013-07-12-985373>

⁸⁰ 2011, L'exploitation du pétrole au Tchad et la population de la région, par Réseau Foi et Justice Afrique-Europe (AEFJN), <http://www.aefjn.org/index.php/materiel-410/articles/lexploitation-du-petrole-au-tchad-et-la-population-de-la-region.html>

⁸¹ 26 août 2009, International Crisis Group : Tchad: sortir du piège pétrolier, [http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/central-africa/chad/French%20translations/B065%20Chad%20Escaping%20from%20the%20Oil%20Trap%20French.pdf](http://www.crisisgroup.org/~/media/Files/africa/central-africa/chad/French%20translations/B065%20Chad%20Escaping%20from%20the%20Oil%20Trap%20French.pdf)

⁸² 2.10.13, M&A finance s'active au Tchad, africaintelligence.fr/LC-/holding-and-business/2013/10/02/m-afinance-s-active-au-tchad.107979217-BRE

En octobre 2012, le Tchad a publié son dernier rapport **Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)**⁸³. L'engagement dans le processus ITIE est positif, mais il reste beaucoup d'incertitudes sur la volonté d'appliquer les règles de transparence ITIE. En dix ans, le pétrole a rapporté 7,5 milliards d'euros⁸⁴, mais cette richesse a été accaparée par le clan au pouvoir très axé sur la famille de Déby. Le Tchad reste en mars 2013 **184e sur 186 dans le classement de l'Indice de développement Humain 2012 du Rapport sur le développement humain du PNUD**⁸⁵. En 2008, la Banque Mondiale s'est retirée du Tchad en constatant sa déception au niveau lutte contre la pauvreté, et un recul niveau droit, corruption, qualité de l'administration⁸⁶.

Le budget de l'État a presque quadruplé entre 2002 et 2012 de 595 millions à 2,3 milliards d'euros. Le nombre de fonctionnaire a beaucoup augmenté. La convoitise de l'argent du pétrole et l'absence de perspective d'alternance politique ont motivé la création des rebellions. L'argent du pétrole a permis le **renforcement rapide de l'armée tchadienne depuis 2003**⁸⁷, sans que la rente ne profite à la population paupérisée. Le pétrole a financé le maintien du régime, par la corruption, l'achat de conscience, et l'achat des armes pour renforcer l'armée confrontée aux rebellions, 50 Millions d'euros en 2004, 420Ms en 2008, 240Ms en 2010.

L'argent a aussi permis la **construction d'infrastructures**, des routes en particulier, mais sans transparence des appels d'offre des marchés et avec une grande corruption. Les dépenses de l'Etat ne sont pas connues, et une grande partie du budget est utilisée par la Direction des Grands Travaux Présidentiels⁸⁸. Le frère aîné d'Idriss Déby, Daoussa Déby dirige⁸⁹ la Société nouvelle d'études et de réalisations (SNER), l'entreprise de travaux publics qui fait construire les routes du Tchad par des sous-traitants.

Depuis 2003, grâce à l'or noir, **le Tchad est devenu rapidement un Etat pétrolier**, avec les difficultés rencontrées dans ce type de pays : **économie de rente, absence de modernisation sociale, absence de démocratie, verrouillage politique, et répression**. Selon International Crisis Group en 2009⁹⁰, « les ressources pétrolières sont devenues pour le pouvoir tchadien une source de renforcement militaire, de clientélisme et de cooptation politiques. Cette situation contribue à verrouiller davantage l'espace politique national et à maintenir le pays dans un blocage persistant qui radicalise des antagonismes entre le pouvoir et ses opposants. »

Cette manne crée des Biens Mal Acquis au Tchad et à l'étranger, notamment en Afrique du Sud, en Malaisie et en Tunisie. Il y a de la petite et de la grande corruption, interne au pays et d'étrangers au pays. **La corruption politique est particulièrement mal connue et peu documentée**, puisque les risques sont importants pour révéler des affaires, dans un pays où la presse n'est pas libre et la répression très forte. Dès qu'une personnalité émerge dans la société civile ou un parti politique réalise un travail efficace social ou politique, elle peut être contactée et aidée financièrement, ce qui signifie ensuite être absorbée par le système dictatorial.

⁸³ <http://www.itie-tchad.org/>

⁸⁴ 11.5.13, Le Monde, Au Tchad, la répartition de la manne pétrolière suscite le mécontentement : http://www.lemonde.fr/international/article/2013/05/11/au-tchad-la-manne-petroliere-ne-profite-toujours-pas-a-la-population_3175594_3210.html

⁸⁵ 28 mars 2013, classement Indice de développement Humain 2012, <http://hdrstats.undp.org/fr/pays/profils/TCD.html>

⁸⁶ 20 novembre 2009, Appui du Groupe de la Banque mondiale au Programme de développement pétrolier et d'oléoduc Tchad-Cameroun, Rapport d'évaluation rétrospective du programme, http://siteresources.worldbank.org/EXTOED/Resources/Chad-Cam.French_exec_summary.pdf

⁸⁷ 30.1.12, rapport CCFD "Le développement piégé : les transferts d'armes et le développement du Tchad (2005 – 2010)": La France et d'autres pays ont vendu des armes au Tchad, http://ccfd-terresolidaire.org/ewb_pages/d/doc_2739.php?PHPSESSID=248a290fe4fe24669f77f4b4d11f036

⁸⁸ <http://www.tchadoscopie.com/article-tchad-qui-controle-les-fonds-geres-par-la-direction-des-grands-travaux-presidentiels-111337648.html>

Voir aussi : juin 2013, Roland Marchal dans Politique Africaine p6, <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/conjonctures/130213.pdf>

⁸⁹ voir précisions : 23.10.13, "coming out" de Daoussa Déby Itno, monsieur Frère : <http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2754p016.xml0/>

⁹⁰ 26 août 2009, International Crisis Group : Tchad: sortir du piège pétrolier, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/central-africa/chad/French%20translations/B065%20Chad%20Escaping%20from%20the%20Oil%20Trap%20French.pdf>

Suite au scandale des **faux dinars de Bahrein**, les principaux responsables n'ont jamais été inquiétés. Verschave dans son livre Noir Silence puis surtout le député Yorongar ont dénoncé la participation de Déby dans le trafic de fausse monnaie en apportant de nombreux éléments à charge⁹¹.

Idriss Déby a développé également son **système de corruption extérieure, d'acteurs étrangers influents**. Étant donné les difficultés pour enquêter, il n'y a souvent que des soupçons qui ne peuvent être rapportés qu'avec précautions : amitiés anormales, déplacement-soutiens, discontinuités dans les discours, prises de positions biaisées suspectes, des indices fragiles vus de l'extérieur, qui font, à défaut de preuves, des quasi-certitudes pour des tchadiens avertis. La liste des amis de Déby, difficile à dresser, est longue: personnes clé pour la validation d'élections, chercheurs français habitués des media, journalistes étrangers, militaires français, politiciens français, personnel de l'ONU, société civile dans d'autres pays d'Afrique, dont certains dans les organisations de droits humains, fonctionnaires d'autres pays ... Comment dénoncer quand la peur règne et quand chaque révélation se paye au prix fort ? Le propre de la dictature est d'occulter fortement cette corruption qui crée un réseau de soutiens stratégiques, à la manière de Ben Ali en Tunisie.

8. La « démocratie apaisée » qui n'a jamais trompée personne

Idriss Déby n'a aucune légitimité démocratique. Arrivé par les armes, il a été installé durablement en 1996 par les experts en fraude électorale français, Jérôme Grand d'Esnon et André Rouge, à l'époque où la Françafrique pouvait tout se permettre⁹². Le multipartisme des années 90 était comme dans beaucoup de pays une apparence pour cacher l'absence de processus électoraux valides. Comme les autres dictateurs, Idriss Déby n'a eu ensuite qu'à se lancer dans les scrutins frauduleux en écrasant son opposition.

Les 2 dernières mascarades, les législatives et la présidentielle, en 2011, sans aucun enjeu⁹³, ont été discrètement cautionnées par une Union Européenne timide et presque honteuse, au travers de l'observation de l'expert des élections en dictature, Louis Michel, qui a rendu à Déby le même service qu'il avait rendu au fils d'Eyadéma au Togo lors de la présidentielle de 2010. L'accord du 13 août 2007⁹⁴ a été vidé de sa substance⁹⁵. La présidentielle a été boycottée par les principaux opposants⁹⁶. Le Tchad est une caricature de dictature, mais la caricature la plus scandaleuse est celle de la simulation étrangère d'un soutien à une démocratisation inexistante. Les dernières élections, les législatives de 2011 ont montré une fois de plus l'absence de force politique de l'Union européenne⁹⁷ et les compromissions de certains de ses éléments.

Le 7 août 2013, a été créé une prétendue Commission Nationale Electorale Indépendante⁹⁸. **Les législatives sont prévues en 2015 (février). La présidentielle est prévue en 2016 (avril).** Quels progrès attendre ? Combien de temps faudra-t-il pour qu'une opposition crédible et solide puisse se construire sans être sous la pression de la répression et de la corruption (parfois sous forme de cooptation) ? Pour l'instant peu de progrès ont été réalisés, et l'absence de perspectives d'alternance a favorisé la création de forces armées rebelles. Alors que les cadres du régime ne se renouvellent pas, que le gouvernement travaille sans programme, Déby tentera sans doute d'imposer un contrôle total. Déby est assisté de nombreux juristes⁹⁹. Le Cadre National du Dialogue Politique (CNDP) est maîtrisé par le régime, et objet de critiques vives de

⁹¹ 24.11.9, extrait livre Yorongar : Tchad, le procès d'Idriss Déby: http://www.yorongar.com/imprimer.php3?id_article=225

⁹² François-Xavier Verschave dans Noir Chirac, 2002, p225 du chapitre Légitimer le frère Déby, bourreau des Tchadiens

⁹³ 10.5.11, Gaëtan Gorce : Réaction suite à la promulgation des résultats de l'élection présidentielle au Tchad, gorce.typepad.fr

⁹⁴ http://eeas.europa.eu/chad/accord_politique_2007_fr.pdf

⁹⁵ Voir recommandations d'International Crisis Group : 17 août 2010: Tchad: au delà de l'apaisement :

<http://www.crisisgroup.org/fr/regions/afrique/afrique-centrale/tchad/162-chad-beyond-superficial-stability.aspx>

⁹⁶ 26.4.11, boycott: Campagne présidentielle: Le trio d'opposants ne baisse pas les bras : <http://www.journaldutchad.com/article.php?aid=1113>

⁹⁷ En 2013, l'Union européenne essaye de définir sa politique : 12.12.13 Conclusions du Conseil sur le rapport de la Commission sur l'aide de l'UE à la gouvernance démocratique: http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/FR/foraff/140057.pdf

⁹⁸ 3.9.13, la société civile à la conquête de la CENI, <http://makaila.over-blog.com/article-tchad-la-societe-civile-a-la-conquete-de-la-ceni-119860621.html>

⁹⁹ dont le Groupe d'Études et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Economique et Social (GERDDES-Tchad)

l'opposition démocratique, en particulier de la Coordination des partis pour la défense de la Constitution (CPDC)¹⁰⁰.

L'argent du pétrole permet à Déby de financer des activités politiques en Afrique à la manière de Khadafi. Il intimide d'autres présidents, en particulier en Afrique de l'Ouest, et **fragilise ainsi la démocratie, là où elle commence à s'installer**, par exemple au Sénégal quand il impose, au travers de l'organisation du procès Habré, un recul de la liberté de la presse, avec l'expulsion du blogueur tchadien Makaila Nguebla¹⁰¹.

La démocratisation de l'Afrique centrale est actuellement impossible. Les destins du Tchad, de la Centrafrique, du Cameroun, de la Guinée Equatoriale, du Congo Brazzaville et du Gabon sont liés. Les dictateurs sont globalement solidaires : 5 de ces 6 pays connaissent des dictatures très durables qui se sont mises en place et renforcées avec la Françafrique. Cette situation bloquée est aussi le résultat de l'historique de la politique française dans la région qui a favorisé son approvisionnement en pétrole. Si les dictateurs ont acquis une grande autonomie dans les dernières années, leur avenir dépend aussi de l'évolution de la politique française.

9. Le soutien français à Idriss Déby ne s'est jamais tari

Sans remonter aux crimes coloniaux français au Tchad¹⁰², **les compromissions françaises avec Déby ont commencé avec Habré** : « Du temps d'Hissein Habré, grand ami de la France, les cadavres flottaient sur le fleuve Chari, traversant N'Djaména, longeant le parc de la résidence de l'ambassadeur de France »¹⁰³.

Idriss Déby est arrivé au pouvoir en 1990 propulsé par l'officier de la DGSE, Paul Fontbonne¹⁰⁴. Celui-ci est resté conseiller de la présidence de Déby, de décembre 1990 à juin 1994. Dans son livre *Noir Silence*, Verschave indiquait : « Jusqu'en octobre 1998, une vingtaine d'agents de la DGSE entraînent la Garde républicaine. »¹⁰⁵, alors que « le Quay d'Orsay déploie chaque année des trésors de lobbying pour épargner au cher Déby la **sollicitude de la Commission des droits de l'homme de l'ONU.** »

Dans les années 90, les dirigeants français espéraient obtenir en partie les **gisements pétroliers tchadiens, pour Elf** qui faisait parti du consortium international (Elf, Esso, Shell) qui serait chargé de l'exploitation du pétrole après la construction du pipe-line Tchad-Cameroun : « M. Yorongar, s'est notamment élevé contre la façon dont ce projet est géré par l'entourage du chef de l'Etat, M. Idriss Déby, et a dénoncé – pour la première fois lors de la campagne présidentielle de juin et juillet 1996 – le financement par Elf de la campagne électorale de MM. Déby et Kamougué, aujourd'hui Président de la République et Président de l'Assemblée nationale. »¹⁰⁶ Elf et Shell se sont ensuite retirés du consortium fin 1999.

Toujours selon des modes opératoires françafricains, **en 1997, l'armée tchadienne a été utilisée au Congo-Brazzaville**, pays pétrolier où Elf était partie prenante de la guerre civile : « l'armée de l'air française mettrait des avions de transport militaire à la disposition des soldats tchadiens, envoyés au Congo pour combattre aux côtés de Sassou Nguesso. Les appareils décolleraient d'Abéché (Tchad) où la France a ses aises »¹⁰⁷.

¹⁰⁰ 20.11.13, RFI : Au Tchad, le président Deby reçoit l'opposition : <http://www.rfi.fr/afrique/20131120-tchad-deby-ali-gabriel-golhor-cpdc>

¹⁰¹ 12 .6.13, Interview Makaila Nguebla, <http://survie.org/billets-d-afrique/2013/225-juin-2013/article/makaila-nguebla-je-suis-indigne-4492>

¹⁰² Tchad Index chronologique 1900-1960 par M.Debos Avril 2008, <http://www.massviolence.org/IMG/pdf/Tchad-Index-chronologique-1900-1960.pdf>

¹⁰³ Roger-Vincent Calatayud, Rapport de la mission d'observation au Tchad (4-11 février 1992) cité par Survie en 1996 : <http://survie.org/publications/les-dossiers-noirs/dossier-noir-no3-france-tchad/article/tchad-la-metropole-sans-boussole>

¹⁰⁴ 2000, *Noir silence*, François-Xavier Verschave, éd. Les Arènes, p151-171: chapitre 8 'Tchad, pétrole et dictature' : p153

¹⁰⁵ 2000, *Noir silence*, François-Xavier Verschave, éd. Les Arènes, p154-171: chapitre 8 'Tchad, pétrole et dictature'

¹⁰⁶ Juin-juillet 1996 + 6 mars 2001, Yorongar – FX Verschave au procès contre Déby, *Noir Procès*, FX Verschave, mai 2001,

¹⁰⁷ Le Nouvel observateur du 25.9.97 citant l'opposition tchadienne, in *La Françafrique, le plus long scandale de la République*, François-Xavier Verschave (Survie), 1998, page 311 à 313

Le pétrole étant abandonné côté français, l'armée française est restée le principal acteur français au Tchad. **Comme au Rwanda entre 1990 et 1994, le mélange des responsabilités politiques et militaires** face à l'observation des nombreux crimes d'un allié, a poussé vers un silence mutuel. La distribution de la responsabilité entre politiciens et militaires est difficile à analyser. Les intérêts sont partagés. Le soutien français à Déby est passé, pendant 23 ans et jusqu'à la justification de la collaboration au Mali et en Centrafrique, par un mutisme sur l'ensemble des crimes.

En 2006 et 2008, menacé par des rébellions, Idriss Déby a été sauvé deux fois par l'armée française. En 2008, selon certains témoignages, Sarkozy aurait aussi décidé en fonction d'une 'théorie de la stabilité', plus qu'en fonction d'une affinité avec le président en place. Le pays était considéré comme une zone d'enjeu militaire où le pouvoir ne pouvait pas s'acquérir par les urnes, et aucune alternative à Déby n'existait.

A force d'être en position d'observateur, l'Etat français s'est retrouvé impliqué en février 2008 en raison de la présence présumée près de **l'assassinat du leader de l'opposition démocratique Ibni Oumar Mahamat Saleh** de militaires français, Jean-Marc Marill, et le colonel Jean-Marc Gadoullet. L'enquête de la juge d'instruction française Emmanuelle Ducos, depuis l'été 2013 au pôle Génocide et crimes contre l'humanité du Tribunal de Grande Instance de Paris, devrait permettre d'en savoir plus suite à la plainte à Paris des enfants d'Ibni Oumar Mahamat Saleh. Cette plainte est une plainte de plus parmi celles déposées en France et qui concernent la Françafrique : génocide du Rwanda, Biens Mal Acquis, affaire Borrel à Djibouti, affaire du Beach au Congo-Brazzaville.

Ibni Oumar Mahamat Saleh, le dirigeant du Parti pour les Libertés et le Développement (PLD), était un mathématicien reconnu en France. **Jusqu'à mai 2012, le Parti Socialiste français s'est impliqué pour la justice et vérité** sur cette affaire qui implique le dictateur tchadien. En 2008, Nicolas Sarkozy a demandé la présence d'observateurs européens et français dans la Commission d'enquête tchadienne. En 2010, Jean-Marc Ayrault, alors député, poussé par Gaëtan Gorce¹⁰⁸, principal soutien de la lutte pour la vérité et la justice, a lui aussi signé une résolution demandant au gouvernement français d'intervenir de nouveau¹⁰⁹. Le 25 juillet 2013, la justice tchadienne a prononcé un non-lieu, faute d'avoir pu « identifier les auteurs, coauteurs et complices »¹¹⁰ sans que cela ne l'éloigne d'Hollande. Gaëtan Gorce est isolé depuis la guerre au Mali, alors que le gouvernement a poussé en 2013 de nouveau le PS vers la Françafrique.

10. Que fait l'armée française au Tchad ?

Comme l'indique si bien le site internet de la présidence tchadienne le 18 octobre 2013, le Chef d'Etat-major des armées françaises, « l'amiral Edouard Guillaud est un habitué des allées du Palais présidentiel »¹¹¹. Les militaires français de **l'opération Epervier commencée en février 1986**, légionnaires, soldats de l'armée de l'air et de l'armée de terre, étaient installés au côté du pouvoir tchadien avant même l'arrivée d'Idriss Déby. Avant cela, l'armée française a accumulé une longue histoire de collaboration avec les soldats tchadiens : 14-18, 39-45, Madagascar, Indochine, Cameroun. Le Tchad est considéré comme une zone militaire.

Cette présence influence les décisions des gouvernements français, et, dans les années 90, selon Verschave, « A Paris, ce que « souhaitent » les officiers qui passent ou sont passés au Tchad (un lobby considérable) est perçu comme un ordre. »¹¹² Cette présence fait le **lien entre les régimes Habré et Déby** : « Des massacres du 'septembre noirs' de 1984 à ceux de l'automne-hiver 1997-1998, c'est l'armée française

¹⁰⁸ 4.12.12, Gaëtan Gorce : La France doit continuer d'exiger la vérité sur la disparition d'Ibni Oumar Mahamat Saleh : <http://gorce.typepad.fr/blog/2012/12/la-france-doit-continuer-dexiger-la-v%C3%A9rit%C3%A9-sur-la-disparition-de-lopposant-tchadien-ibni-oumar-maham.html>

¹⁰⁹ 25 mars 2010, adoption par l'Assemblée Nationale française de la résolution 'Affaires étrangères : disparition de M. Ibni Oumar Mahamat Saleh au Tchad le 3 février 2008' déposée par les députés PS: MM. Gaëtan Gorce, Jean-Marc Ayrault, Serge Janquin, François Loncle, ..., http://www.assemblee-nationale.fr/13/dossiers/resol_disparition_tchad.asp

¹¹⁰ 26 juillet 2013, Disparition de Ibni Oumar Mahamat Saleh : la justice tchadienne prononce un non-lieu, jeuneafrique.com, 25 juillet 2013, nouvelle impasse dans la procédure sur la disparition de l'opposant Ibni Oumar Saleh, rfi.fr

¹¹¹ 18.10.13, Coopération Tchad-France : http://www.presidencetchad.org/affichage_news.php?id=737&titre=%20Lire%20article

¹¹² 2000, Noir silence, François-Xavier Verschave, éd. Les Arènes, p151-171: chapitre 8 'Tchad, pétrole et dictature' : p168

qui assure la logistique, comme on dit pudiquement, c'est-à-dire qui amène les tueurs à pied d'œuvre. Pendant la besogne, les instructeurs ou conseillers français qui les accompagnent regardent ailleurs. »¹¹³

En 1996, l'association Survie citait Tibe Kalande, le président de l'association Tchad Non-Violence : « Aujourd'hui, [la France] soutient d'un côté le processus démocratique, et, de l'autre, elle forme la Garde républicaine qui est en fait l'auteur de tous les massacres qui ont lieu au Tchad. Cette ambiguïté choque les Tchadiens(108). [...] Sous prétexte de réorganiser l'armée, la France équipe (véhicules tous terrains, fusils,...) et entraîne cette garde. Des instructeurs français les encadrent. La France joue un double jeu. »¹¹⁴.

L'armée française a été aux premières loges pour observer les crimes d'Idriss Déby. En février 1998, à Sahr dans le Sud du Tchad, après l'enlèvement de 4 français par Mahamout Nahor, des massacres ont été commis sur ordre de Déby avec des soldats français à proximité. Toujours selon Verschave, « les ratissages font 57 victimes, en majorité des civils. Les militaires tchadiens sont appuyés par des éléments de l'opération Epervier et un hélicoptère français. »¹¹⁵ L'armée française aurait été aussi témoin en février 2008 de l'assassinat du leader de l'opposition démocratique Ibni Oumar Mahamat Saleh.

Le sultan Déby est aimé par l'Etat-Major français. L'armée française a maintenu sa collaboration alors que les crimes s'accumulaient, cautionnant l'impunité, et contribuant ainsi à une **banalisation des crimes contre l'humanité**. Les rapports d'Amnesty sont sortis, listant de nombreux crimes surtout dans les années 90, sans que la politique militaire française soit amendée dans le sens d'un éloignement d'Idriss Déby.

La collaboration militaire française a aidé Déby à rester au pouvoir, en particulier avec les deux interventions françaises pour le sauver en 2006 et 2008 face aux rébellions venant de l'Est. Selon Raphaël Granvaud, dans 'Que fait l'armée française en Afrique ?' (Survie, 2009), en 2006, « Selon le FUC (Front uni pour le changement démocratique) et les mouvements d'opposition, les avions français auraient non seulement directement pris pour cible les assaillants, jusque dans la capitale, sans considération pour les « dommages collatéraux » mais auraient également bombardé les villes d'Adré et de Moudeïna (à la frontière avec le Soudan), occasionnant de nombreuses victimes civiles. »¹¹⁶

Le 28 janvier 2008, alors que 2000 à 3000 hommes armés par le Soudan menaçaient Ndjaména, l'armée française est intervenue de nouveau. Selon deux journalistes du mensuel Marchés tropicaux, cités par Raphaël Granvaud: « Aux commandes, on retrouve le colonel Jean-Marc Marill, attaché de défense à l'ambassade de France à N'djaména. Tout le long des combats, il dirigea les opérations pour le compte d'Idriss Déby. »¹¹⁷ Le **général Puga, chef d'état-major particulier du président depuis 2010**, très influent dans le conflit malien, était l'intermédiaire entre le colonel Marill et Sarkozy. Il est devenu « selon plusieurs observateurs, l'une des personnalités les plus influentes auprès de François Hollande », selon le Monde, qui précise le 15 octobre 2010 que « faute de ligne politique claire, les militaires et leurs réseaux restent aujourd'hui les gardiens du temple de la relation franco-africaine »¹¹⁸. La suite, l'opération européenne Eufor-Tchad-RCA (2008-2009), sous influence française, est jugée de manière très critique par International Crisis Group : « **Grâce à l'Eufor, la France a donc activement contribué à renforcer Déby sans aider les tchadiens à trouver une solution durable à leur crise.** »¹¹⁹

¹¹³ 2000, Noir silence, François-Xavier Verschave, éd. Les Arènes, p151-171: chapitre 8 'Tchad, pétrole et dictature' : p169.

¹¹⁴ 11/94 Non-Violence Actualité, cité par Survie en 1996 : <http://survie.org/publications/les-dossiers-noirs/dossier-noir-no3-france-tchad/article/tchad-la-metropole-sans-boussole>

¹¹⁵ 2000, Noir silence, François-Xavier Verschave, éd. Les Arènes, p151-171: chapitre 8 'Tchad, pétrole et dictature' : p167

¹¹⁶ 5.10.9, Que fait l'armée française en Afrique ?, Raphaël Granvaud, Dossier Noir Survie, p305-308 :

<http://survie.org/publications/les-dossiers-noirs/article/que-fait-l-armee-francaise-en>

¹¹⁷ 5.10.9, Que fait l'armée française en Afrique ?, Raphaël Granvaud, Dossier Noir Survie, p308-322 :

<http://survie.org/publications/les-dossiers-noirs/article/que-fait-l-armee-francaise-en>

¹¹⁸ 15.10.13, Le Monde, Serge Michel, Faute de réseau africain, François Hollande met l'armée en première ligne: http://www.lemonde.fr/international/article/2013/10/15/faute-de-reseau-africain-francois-hollande-met-l-armee-en-premiere-ligne_3496218_3210.html

¹¹⁹ 5 octobre 2009, Que fait l'armée française en Afrique ?, Raphaël Granvaud, Dossier Noir Survie, p253:

<http://survie.org/publications/les-dossiers-noirs/article/que-fait-l-armee-francaise-en>

Dans quelle mesure la motivation à soutenir le président tchadien n'est pas aussi liée aux **ventes d'armes** en période de crise économique depuis 2008 ? En 2013, la « rente diplomatique du Mali » appuie son rôle dans la « paix et la sécurité » qui pourrait justifier le renforcement de son armée.

Le Tchad est un pays de grande corruption. Idriss Déby a développé comme d'autres dictateurs son système de **corruption de soutiens étrangers, au Tchad et ailleurs**. Les preuves de la corruption sont toujours difficiles à obtenir là où la presse est réduite au minimum et l'investigation impossible. Le risque de corruption augmente avec la durée de présence¹²⁰. Les conséquences d'une éventuelle corruption d'officiers français par le régime tchadien seraient qu'Idriss Déby disposerait d'un moyen de pression pour influencer la politique française. Il faut espérer que non, mais quelques confidences privées en raison du danger ont déjà créé un doute¹²¹. La question mérite d'être posée pour considérer sous tous les aspects l'opération Epervier et sa durée.

Par ailleurs, pour pallier les défaillances de l'Etat tchadien, **l'armée française joue un rôle humanitaire et social**, grâce à l'hôpital militaire Epervier, ou en intervenant en cas d'incendies ou de catastrophes naturelles¹²². Les populations tchadiennes sont également sensibles aux emplois dépendants de l'armée française. Une coopération civile s'éloignant du soutien du régime tchadien aurait pu améliorer l'état du Tchad depuis longtemps. L'Union européenne affiche dans son bilan, le « forage de 4700 puits pour l'accès à l'eau dans 8 régions et la construction, la réhabilitation et l'équipement de 18 hôpitaux et plus de 50 salles d'opérations »¹²³.

L'armée tchadienne qui collabore quotidiennement avec l'armée française participe à la répression, en particulier en empêchant l'expression populaire et les manifestations pacifiques. **Si jamais la liberté d'expression commençait enfin à être possible au Tchad, il serait intéressant d'observer la réaction des troupes françaises en cas de reflux des libertés et de répression violente**. Pour l'instant, Déby parle de manière décomplexée de la nécessité de réprimer ceux qui rêvent d'un « printemps arabe »¹²⁴.

11. En 2013, la tentative de réhabilitation passe par Paris

En 2013, la collaboration à l'intervention française au Mali a ouvert à Déby les portes d'un accès aux débats internationaux sur la paix et la sécurité en Afrique. Le reste de la communauté internationale en devient amnésique. Le 18 octobre 2013, à l'ONU, seuls 9 Etats sur 193 n'ont pas voté pour le Tchad, et le Tchad a accédé au poste de membre non permanent du Conseil de Sécurité pour la période 2014-2015. **Réhabiliter diplomatiquement Idriss Déby revient à réhabiliter tous les dictateurs au bilan criminel moins important**, et en particulier pour les plus concernés dans les anciennes colonies françaises. Amnistier 'diplomatiquement' les crimes de ses 23 ans de règnes au Tchad ouvre la porte à d'autres 'amnisties' ailleurs.

Pour des raisons militaires, le gouvernement et le président français sont allés chercher ou accepter l'aide de l'armée tchadienne pour le Mali¹²⁵. Ils auraient pu **demander en parallèle des garanties sur la démocratie**

¹²⁰ 12.12.13 vidéo d'officiers français au mariage du frère de Déby : <http://www.tchadenligne.com/article-tchad-des-officiers-fran-ais-lancent-des-billets-de-banque-pour-le-mariage-du-frere-du-president-121572412.html>, <http://makaila.over-blog.com/2013/12/apr%C3%A9s-les-enfants-de-deby-voil%C3%A0-une-vid%C3%A9o-qui-%C3%A9clabousse-l-arm%C3%A9e-fran%C3%A7aise-au-tchad.html>

¹²¹ Voir aussi exemple de l'affaire des pécules de démobilisation en 1992: 2000, Noir silence, FX Verschave, éd. Les Arènes, p151-171: chapitre 8 'Tchad, pétrole et dictature' : p169

¹²² 28 juillet 2011, Vers une redéfinition de la présence militaire française au Tchad ? :

<http://www.france24.com/fr/20110728-dispositif-epervier-dispositif-alain-juppe-tchad-presence-militaire-francaise-aqmi>

¹²³ 7.11.13, L'Union Européenne annonce un renforcement de son aide au développement au Tchad pour 2014-2020, Communiqué de presse de la Commission Européenne : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-13-1033_fr.htm

¹²⁴ 8.6.13, Le risque djihadiste libyen menace le Tchad, assure Idriss Déby : <http://www.france24.com/fr/20130608-risque-djihadiste-libye-menace-tchad-assure-idriss-deby>

¹²⁵ 29.7.12, AFP, Laurent Fabius évoque la situation malienne au Tchad avec Idriss Déby : <http://www.20minutes.fr/politique/978371-laurent-fabius-evoque-situation-malienne-tchad-idriss-deby>

et les droits humains au Tchad, cela a été fait si timidement que cela équivaut à ne pas avoir été fait du tout : « Les principes que nous posons doivent être respectés, y compris au Tchad. » a juste dit Hollande le 10 mai 2013¹²⁶. Hollande a parlé de la répression des journalistes et opposants de mai 2013, ce qui est juste mais en réalité décalé et en dessous de la réalité, puisque cette étape supplémentaire dans l'attaque de la presse n'est qu'une partie visible récente et minime. Idriss Déby s'était alors contenté de faire taire ceux qui tenaient encore, ceux qu'il n'avait pas encore éliminés, mais ils étaient peu nombreux après 23 ans de mauvais traitements ; le ménage avait été fait en amont. Hollande a évité de parler de la collaboration française avec le régime tchadien pendant les périodes plus violentes précédentes, et, ainsi, « J'ai des convictions, je l'ai répété au président Déby »¹²⁷, a été surtout compris comme une garantie pour une certaine 'impunité' en échange des services au Mali.

Les faits sont tenaces, ils ne pèsent pas tous le même poids. Parler uniquement des derniers enfants soldats au Tchad en 2013, d'un seul viol au Mali en 2013, de la répression de la presse et de quelques opposants en 2013, sans fixer le contexte et sans parler du bilan des 23 années de règne, revient indirectement à aller dans le sens d'une réhabilitation internationale d'un dictateur au bilan extrêmement lourd, et ceci est valable pour Hollande comme pour quelques ONG humanitaires trop spécialisées. **Communiquer sur 1% récent du bilan d'un dictateur, c'est risquer d'occulter 99% de ses crimes plus anciens.**

Le Tchad a été élu au conseil de sécurité de l'ONU le 18 octobre 2013. Quoique l'on puisse déduire de ce vote sur le respect des droits humains au niveau de l'ONU, ce vote est aussi le résultat du soutien tchadien à l'intervention française au Mali. Avant cela, rien ne prédisposait à se présenter, ce pays, dans les derniers dans tous les classements.

Au niveau international, l'idée semblerait implicitement **d'annistier indirectement tous les crimes avant la signature du traité de Rome.** Comme, au Tchad, les crimes contre l'humanité et les massacres les plus nombreux datent des années 90, ce sont d'abord ces crimes des années 90 qui sont occultés, tous ces crimes qui ont été commis en présence de l'armée française au Tchad. Cela n'est possible qu'en raison de la répression très forte depuis 30 ans de toutes les organisations qui travaillent sur les droits humains. Déby essaye de faire oublier ses crimes dans les massacres des nombreuses guerres civiles depuis 1984, son rôle dans le conflit du Darfour, ou plus récemment sa relation forte avec Khadafi avant et pendant sa chute en 2011.

L'image du président tchadien a été en 2013 artificiellement et superficiellement redorée, pour des raisons de politique internationale, parce que le développement du **terrorisme au Sahel** est un enjeu majeur. Même si la menace le concerne également, Déby tente surtout de se valoriser internationalement en jouant avec la crainte européenne et américaine du terrorisme. Mais ses soutiens prennent aussi un risque, comme avait pris un risque Sarkozy avec Khadafi à partir de 2007. Ce soutien contre la vérité et la justice peut avoir un prix à payer un jour. Des pressions occidentales pour diminuer la répression sont-ils envisagés pour compenser l'effet de la réhabilitation sous l'angle 'Paix et sécurité' au Mali?

¹²⁶ 11.5.13, Le Monde, Arrestations au Tchad : le silence regrettable de Paris : http://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2013/05/11/arrestations-au-tchad-le-silence-regrettable-de-paris_3175647_3208.html

¹²⁷ 31 mai 2013, Interview exclusive de François Hollande, <http://www.rfi.fr/afrique/20130531-francois-hollande-interview-exclusive-rfi-mali-syrie-afrique-entretien-france>

12. Paix et sécurité en Afrique sans démocratie et Etat de droit ?

Les discours de François Hollande de 2012 et début 2013 en faveur de la démocratie, prononcés à Kinshasa¹²⁸ puis devant le parlement européen¹²⁹, s'effacent devant des actes de soutien affirmés ou tacites à des régimes non démocratiques, et, en 2013, **le gouvernement semble improviser sa politique étrangère en Afrique en privilégiant uniquement la gestion des crises. Cette priorité profite aux acteurs français et africains les moins légitimes ou disposant de forces militaires.**

La volonté de former et entraîner les armées africaines¹³⁰ pour faire face aux conflits ne tient pas compte que la plupart de ces armées servent à maintenir au pouvoir des dictateurs. Dès lors, **la politique africaine de la France apparaît victime de l'influence de l'armée française et du lobby militaro-industriel.** Les autres aspects, développement, droits humains, démocratie, lutte contre la corruption, passent au second plan.

En période de crise des finances publiques qui pousse aux économies et au partage des frais, l'influence des militaires et du lobby industriel touche également l'Union européenne. La construction européenne est progressive sur plusieurs décennies et la politique étrangère européenne est encore mal définie. En décembre 2013, avec le Conseil des affaires étrangères sur le développement¹³¹, et le Conseil européen sur la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC)¹³² se joue l'équilibre européen entre différentes dimensions : défense, développement et démocratie. Si l'influence française reste prédominante au Tchad en raison de la présence militaire, cette influence se partage aussi avec l'UE. Les objectifs généraux sont de plus en plus définis, mais sur le terrain, l'application est difficile : au Tchad, dans le cadre du 11ème Fonds européen pour le développement (FED), pour 2014-2020, **l'Union européenne vient d'annoncer 442 millions d'euros d'aide au développement, sans insister sur des conditions**¹³³, alors que le Tchad annonce une augmentation de sa production de pétrole.

Le communiqué de la Commission européenne du 8 novembre 2013, à l'occasion de la visite du commissaire au développement Andris Piebalgs au Tchad indique que « **l'Union européenne s'est dotée en mars 2011 d'une Stratégie pour la Sécurité et le Développement dans le Sahel.** Cette stratégie repose sur la reconnaissance du caractère régional de la crise et du lien indissociable entre sécurité et développement. Elle a permis de consolider une position européenne commune sur la crise régionale et de mobiliser d'importantes ressources financières pour des actions de développement et de sécurité. **L'UE est aujourd'hui déterminée à poursuivre la mise en œuvre de cette stratégie et à étendre son champ d'application au Burkina Faso et au Tchad.** » Le message a été transmis en grandes pompes au cours d'un voyage commun avec le Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, et la Présidente de l'Union africaine, Dlamini Zuma. La politique européenne se définit à une échelle supérieure à celle du Tchad, et la nécessité de sortir de la dictature tchadienne n'est pas évoquée. La logique va au-delà des contraintes diplomatiques, et l'Union européenne semble en novembre 2013 admettre la réhabilitation d'Idriss Déby déjà actée à l'ONU. L'aide européenne contient des budgets pour la démocratisation et la construction de l'Etat de droit, par exemple des projets sur les droits humains avec les mairies, mais qui s'accommodent de l'absence de volonté des dictateurs et des résultats sur un plus long terme. L'esprit humanitaire dépolitisé y participe.

¹²⁸ 11 octobre 2012, François Hollande, interview par France24, TV5Monde et RFI, <http://www.rfi.fr/afrique/20121011-francois-hollande-afrique-francophonie-sommet-interview-nouvelle-page>, <http://www.elysee.fr/president/les-actualites/interviews/2012/script-interview-du-president-de-la-republique.14075.html>

¹²⁹ 5 février 2013, François Hollande au parlement européen : <http://www.elysee.fr/videos/intervention-devant-le-parlement-europeen-2/>

¹³⁰ 31 mai 2013, interview exclusive de François Hollande : <http://www.rfi.fr/afrique/20130531-francois-hollande-interview-exclusive-rfi-mali-syrie-afrique-entretien-france>

¹³¹ 12.12.13 : http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/FR/foraff/140008.pdf, SEAE 12.12.13 Main results of the Council (EN) : http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/140069.pdf

¹³² 15.10.13, C.Ashton sur PSDC : http://eeas.europa.eu/statements/docs/2013/131015_01_fr.pdf,

http://eeas.europa.eu/statements/docs/2013/131015_02_en.pdf

¹³³ 7.11.13, Communiqué de presse de la Commission Européenne : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-13-1033_fr.htm

En ce qui concerne la paix et la sécurité, une stratégie basée sur des pressions faites sur les dictateurs pour les pousser à corriger et nettoyer la politique africaine est difficile à justifier. Les conflits se créent et se résolvent au niveau légitimité des pouvoirs en place. Les Etats sont fragiles parce qu'ils ont été dirigés par des kleptocrates. Au-delà d'un seuil de criminalité et de responsabilité historique, il est impossible de faire participer un chef d'Etat à une réforme. La diminution lente de l'impunité laisse le temps à d'autres impunités de se créer, par exemple si la corruption continue ou grandit pendant que les droits humains progressent. **L'implication des dictateurs dans des politiques de sécurité et de paix en Afrique exacerbe une lutte d'influence basée sur des intérêts personnels.**

Depuis que Déby a regagné une 'légitimité internationale', il se renforce militairement à l'extérieur. Il a réussi à s'imposer comme acteur incontournable en Centrafrique qu'il avait lui-même déstabilisée¹³⁴. **L'action du Tchad en Centrafrique est momentanément occultée par de nombreux diplomates internationaux** parce qu'elle met en cause la logique qu'ils promeuvent.

L'Union européenne souhaiterait commencer à définir sa politique de défense, la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC), au Conseil européen de décembre 2013¹³⁵. Le sommet de l'Elysée sur la Paix et la sécurité des 5 et 6 décembre 2013, affiche une volonté française de pousser l'Europe vers les intérêts français en Afrique. Les politiques françaises et européennes, de plus en plus complémentaires, semblent s'accommoder trop facilement de l'historique de la Françafrique et des compromissions françaises avec les dictateurs, au point qu'il faille douter des justifications profondes des récents choix politiques, tels que l'augmentation de l'aide européenne au Tchad sans conditions suffisantes. **En l'absence d'un sursaut, la politique européenne pourrait continuer d'être entraînée par la politique française sous influence militaire dans des alliances avec les dictateurs de la Françafrique.** Le soutien à la démocratisation en Afrique semble anormalement dépendant d'un probable renforcement de la sécurité européenne et de son industrie d'armement.

Suite à la guerre au Mali, et avec, le sommet de l'Elysée sur la Paix et la sécurité des 6 et 7 décembre 2013, le gouvernement français tente de (re)faire croire que les présidents peuvent construire « la paix et la sécurité » sans considération pour la nature des régimes. Pour l'exécutif français, les peuples, privés d'élections crédibles, sont toujours exclus du débat sur leur sécurité.

13. Conclusion : Idriss Déby au centre de la Françafrique version Hollande

Le 1^{er} octobre 2013, interrogé par la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius n'a pas répondu aux critiques du député Noël Mamère sur Idriss Déby¹³⁶. Il a semblé s'appuyer sur un 'consensus' apparent des députés autour de l'objectif de l'intervention française au Mali, qui ne tient pas compte des conditions de la réalisation de l'intervention. Pourtant Noël Mamère vient de lui signifier que **le gouvernement français était « l'obligé » d'Idriss Déby** : « Il y a des milices en Centrafrique, qui sont sauvages, brutales. Ce sont pour la plupart des milices tchadiennes. Le Tchad qui est dirigé par une crapule, qui s'appelle Idriss Déby, qui torture, qui liquide ses opposants, et dont nous sommes aujourd'hui une sorte d'obligé, à cause de notre intervention au Mali, puisque nous avons fait appel aux troupes tchadiennes, qui sont les seules à savoir mener une guerre dans le désert. »

Poussé par la nécessité de réussir l'intervention au Mali, sans en considérer le prix, les dirigeants français ont tenté d'imposer une 'réhabilitation' internationale d'Idriss Déby. Celui-ci a ensuite essayé d'éliminer le peu

¹³⁴ Les 23 et 24 mars 2013, les forces spéciales tchadiennes ont discrètement combattu l'armée centrafricaine et les soldats d'Afrique du Sud de la FOMAC pour ouvrir une brèche à la Séléka, lui permettant d'entrer dans Bangui

¹³⁵ 15.10.13, Déclaration de Catherine Ashton, Haute Représentante de l'UE, sur son Rapport final sur la PSDC

¹³⁶ 1^{er} octobre 2013, Laurent Fabius ne répond pas à Noël Mamère sur Idriss Déby devant la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale Française: vidéo : <http://videos.assemblee-nationale.fr/media.12.4667.1916775>, discours Laurent Fabius: <http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=bafr2013-10-10.html>

d'opposition qui lui résistait encore, a aidé à déclencher la déstabilisation de la Centrafrique, et a accéléré le processus en cours au Sénégal visant à l'amnistier indirectement de ses crimes au travers du procès d'Hissein Habré. Il a obtenu un siège de membre non permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU en octobre 2013. Sa volonté de profiter du soutien français lié au conflit malien pour montrer ouvertement que tout lui était permis, démontre aussi **l'impasse dans laquelle s'est jetée le gouvernement français en confirmant de nouveau son alliance avec ce chef d'Etat.**

Hollande et Fabius ont-ils mesuré les conséquences de leur alliance avec les soldats tchadiens se battant au Mali ? Montrer une volonté de travailler avec Idriss Déby sans tenir compte de son bilan de dictateur sur 23 ans, c'est envoyer **un signal fort de soutien à l'impunité à l'ensemble des dictateurs africains.** Ceux-ci n'ont aucun mal à comprendre : Idriss Déby, par son bilan sur la durée est le pire de la dizaine de dictateurs des 20 ex-colonies françaises. Il a pu échapper à la Cour Pénale Internationale parce qu'il a fait le nécessaire et parce que la CPI ne tient pas comptes des crimes précédents le statut de Rome. Si l'état du Tchad en 2013 est lui aussi accablant, il signifie surtout l'impossibilité de réformer un régime extrême. Les autres chefs d'Etat au bilan moins lourd, ont compris qu'ils pouvaient maintenant compter sur l'indulgence française à tous les niveaux : justice, droits humains, corruption, ou processus électoraux. Le message s'adresse tout particulièrement aux pays de la Françafrique, aux régimes comme aux populations.

La réhabilitation de Déby, c'est la réhabilitation de tous les dictateurs de la Françafrique. L'amnistie des crimes de Déby, c'est l'amnistie des crimes des dictateurs de la Françafrique. Idriss Déby est devenu le **centre de la Françafrique du quinquennat de François Hollande, qui est une Françafrique du renouveau de l'influence militaire.**

Jusqu'où ira le soutien français à un régime qui ne laisse aucune chance à l'Etat de droit et à la démocratie de s'installer ? Est-ce que l'Union Européenne cautionnera une régression politique en raison d'une priorité accordée à la lutte contre le terrorisme ? Le gouvernement français peut encore modifier sa politique au Tchad et en Afrique. Sortir de l'impasse, éviter de replonger dans les cercles vicieux d'une relation viciée entre l'Etat français et les anciennes colonies, passeraient par un **arrêt du soutien diplomatique et militaire aux dictateurs, et en priorité à Idriss Déby, par un soutien actif aux démocrates africains, par un retrait adapté des troupes françaises du Tchad, par des garanties concernant la lutte contre la corruption des fonctionnaires français au Tchad, par la vérité et la transparence sur l'ensemble des crimes observés par des fonctionnaires français au Tchad entre 1982 et 2013.**

Paris, le 15 décembre 2013,

Dossier d'information réalisé dans le cadre du Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique.

14. Bibliographie

Rapports :

- 3 décembre 2013, Human Right Watch : « La Plaine des Morts » : Le régime de Hissène Habré a commis des atrocités systématiques, nouvel ouvrage sur les abus massifs perpétrés sous l'ancien dictateur tchadien
<http://www.hrw.org/fr/news/2013/12/03/tchad-le-regime-de-hissene-habre-commis-des-atrocites-systematiques>
- 29 octobre 2013, Examen Périodique Universel (EPU) du Tchad, à l'ONU à Genève,
<http://www.upr-info.org/Examen-2013-1722.html>
- 24 octobre 2013, Amnesty : « Au nom de la sécurité ? » Arrestations, détention et restrictions à la liberté d'expression au Tchad,
<http://www.amnesty.fr/AI-en-action/Violences/Securite/Actualites/Tchad-la-repression-contre-ceux-qui-critiquent-le-gouvernement-doit-cesser-9804>
- juin 2013, Roland Marchal, Politique Africaine,
<http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/conjonctures/130213.pdf>
- 6 septembre 2013, DHSF : Violations des droits de l'Homme au Tchad, 2012-2013, "Vers la dégradation avancée des violations des droits de l'homme et de la limitation de la liberté d'opinion et d'expression",
<http://dhsf-afrique.org/2013/09/violations-des-droits-de-lhomme-au-tchad-2012-2013/>
- 31 juillet 2013, Amnesty : Suggestions de recommandations aux États qui seront soumis à l'EPU,
<http://www.amnesty.org/en/library/asset/IOR41/012/2013/en/bb433783-ef38-4cdc-8d6a-474f74b057d6/ior410122013fr.html>
- 2013, Lena Guesnet (BICC): Oil, conflict and military expenditure: The Chad example,
http://www.sipri.org/research/armaments/milex/ICES2013/papers/archive/guesnet-oil-conflict-military-expenditure-chad/at_download/file
- 2013, Initiative pour la Transparence des Industries Extractives, rapports 2007 à 2011,
<http://www.itie-tchad.org/>
- 1999-2012: U.S. Government: Human Rights Practices, Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor,
<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/>
- 10 septembre 2012, Amnesty : « Tchad. « Nous sommes tous en train de mourir ici. » Les violations des droits humains dans les prisons »,
<http://www.amnesty.org/fr/for-media/press-releases/chad-prisoners-lives-are-threatened-appalling-detention-conditions-2012-09-10>
- 2 avril 2012, FIDH + ATPDH + LTDH : « 4 ans après les événements de février 2008 : l'impunité plombe les espoirs de réformes »,
<http://www.fidh.org/Tchad-4-ans-apres-les-evenements>
- 30 janvier 2012, CCFD-Terre Solidaire : "Le développement piégé : les transferts d'armes et le développement du Tchad (2005 – 2010)": La France et d'autres pays ont vendu des armes au Tchad,
http://ccfd-terresolidaire.org/ewb_pages/d/doc_2739.php?PHPSESSID=248a290fe4fef24669f77f4b4d11f036
- 21 octobre 2011, International Crisis Group : L'Afrique sans Kadhafi : le cas du Tchad
<http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/central-africa/chad/180%20LAfrique%20sans%20Kadhafi%20-%20le%20cas%20du%20Tchad.pdf>
- 2011, LTDH : rapport analytique sur la situation des droits de l'homme au Tchad 1er semestre 2011,
http://www.laltdh.org/pdf/rap_viol_2011.pdf
- 27 mai 2011, UE : mission d'observation électorale, rapport final élections législatives du 13.2.11,
http://www.eucom.eu/files/pressreleases/english/rapport_final_MOE_UE_Tchad_270511_fr.pdf

- mars 2011, Small Arms Survey, Jérôme Tubiana : Laisser tomber les rebelles: Dimensions locales et régionales du rapprochement Tchad-Soudan
<http://www.smallarmssurveysudan.org/fileadmin/docs/working-papers/HSBA-WP-25-Local-and-Regional-Dimensions-Chad-Sudan-Rapprochement-french.pdf>
- 11 février 2011, GRIP : Bilan en demi-teinte d'une opération de paix: MINURCAT en RCA et au Tchad,
<http://www.operationspaix.net/DATA/DOCUMENT/4298.pdf>
- Janvier 2011, DHSF : violations des droits de l'Homme au Tchad, situation 2009-2010,
<http://dhsf-afrique.org/wp-content/uploads/2011/10/DHSF-Tchad-Rapport-violations-2009-2010.pdf>
- 10 déc. 10, Mission des Nations Unies en RCA et Tchad et du Haut Commissariat Des Nations Unies aux Droits de l'Homme : 'Situation des droits de l'homme a l'est du Tchad: progrès, défis et pistes d'avenir',
<http://www.ohchr.org/Documents/Countries/TD/Rapport10122010.pdf>
- 17 août 2010, ICG : Tchad: au delà de l'apaisement
<http://www.crisisgroup.org/fr/regions/afrique/afrique-centrale/tchad/162-chad-beyond-superficial-stability.aspx>
- 2010, BICC : "We Were Promised Development and All We Got is Misery", The Influence of Petroleum on Conflict Dynamics in Chad, by Claudia Frank and Lena Guesnet,
http://mercury.ethz.ch/serviceengine/Files/ISN/112372/ipublicationdocument_singledocument/1913bafa-b5e7-4932-af12-163e2a06a5fd/en/brief41.pdf
- 20 novembre 2009, Banque Mondiale : Appui du Groupe de la Banque mondiale au Programme de développement pétrolier et d'oléoduc Tchad-Cameroun, Rapport d'évaluation rétrospective du programme,
http://siteresources.worldbank.org/EXTOED/Resources/Chad-Cam.French_exec_summary.pdf
- 17 septembre 2009, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Tchad
<http://reliefweb.int/report/chad/rapport-du-groupe-de-travail-sur-lexamen-p%C3%A9riodique-universel-tchad-ahrc125>
- 26 août 2009, ICG : Tchad: sortir du piège pétrolier,
<http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/central-africa/chad/French%20translations/B065%20Chad%20Escaping%20from%20the%20Oil%20Trap%20French.pdf>
- août 2009, SIPRI, Suède : Arms flows to the conflict in Chad, by Pieter d. Wezeman
<http://books.sipri.org/files/misc/SIPRIBP0908.pdf>
- Janvier 2009, Les enjeux géopolitiques et géostratégiques de l'exploitation du pétrole au Tchad, Gilbert Maoundonodji, thèse en Sciences Politiques Université catholique de Louvain (UCL),
<http://pul.uclouvain.be/fr/livre/?GCOI=29303100304130>
- 24 septembre 2008, International Crisis Group : Tchad, un nouveau cadre de résolution du conflit,
<http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/central-africa/chad/French%20translations/Chad%20A%20New%20Conflict%20Resolution%20Framework%20French.pdf>
- 10 septembre 2008 (31 juillet 2008), FIDH : Commission d'enquête sur les événements de février 2008 et ses conséquences,
<http://www.fidh.org/Commission-d-enquete-sur-les>
- 2 septembre 2008, United Nations General Assembly, "Human rights situations that requires the Council's attention: Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Sudan, Sima Samar",
<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G08/153/54/PDF/G0815354.pdf?OpenElement>
- 21 juillet 2008, LTDH : "Quand le pays sombre dans le chaos": Rapport sur les droits humains suite aux évènements des 2 et 3 février 2008 à N'djamena et leurs conséquences – Février-Juin 2008,
<http://www.fidh.org/Rapport-de-la-LTDH-Quand-le-pays>
- avril 2008, Marielle Debos : Tchad Index chronologique 1900-1960
<http://www.massviolence.org/IMG/pdf/Tchad-Index-chronologique-1900-1960.pdf>
- 14 février 2008, GRIP : Commerce d'armement triangulaire Belgique-France-Tchad : limites et lacunes de la réglementation belge et européenne,

<http://www.grip.org/fr/node/240>

- 2007 (publié en 2012), DHSF : violations des droits de l'homme au Tchad 2006,
<http://dhsf-afrique.org/2012/02/rapport-violations-des-droits-de-lhomme-au-tchad-2006/>

- 21 avril 1993, Amnesty: Tchad: Amnesty International demande l'ouverture d'une enquête exhaustive sur les massacres perpétrés par l'armée dans le Sud en 1993,
<http://www.amnesty.org/fr/library/asset/AFR20/016/1993/fr/1c186fb7-f90c-11dd-92e7-c59f81373cf2/afr200161993fr.pdf>

Livres :

- 2 avril 2013, Marielle Debos, Paris : Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres,
<http://www.karthala.com/les-afriques/2681-le-metier-des-armes-au-tchad-le-gouvernement-de-l-entre-guerres-9782811106263.html>

- Juin 2010, Ngarlely Yorongar : Tchad : démocratie, crimes, tortures et mensonges d'Etat: Autopsie d'un assassinat annoncé, programmé et exécuté,
<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=31458>

- juin, août 2008, Ngarlely Yorongar : "Tchad, le procès d'Idriss Déby, Témoignage à charge",
http://www.yorongar.com/article.php3?id_article=2

- 2002, François-Xavier Verschave (Survie) : Noir Chirac, p223-237 : chapitre Tchad : Légitimer le frère Déby, bourreau des Tchadiens,
<http://survie.org/publications/livres/article/noir-chirac>

- 13 mai 2001, François-Xavier Verschave (Survie) : Noir Procès, 400 pages,
<http://survie.org/publications/livres/article/noir-proces> + <http://www.ardhd.org/francais/bulletin/bulns8.htm>

- 2000, François-Xavier Verschave (Survie) : Noir silence, François-Xavier Verschave, éd. Les Arènes, p. 154-171: chapitre 8 'Tchad, pétrole et dictature'
<http://survie.org/publications/livres/article/noir-silence> + <http://regardexcentrique.wordpress.com>

- 1999, Survie : Dossier noir n°13, Projet pétrolier Tchad-Cameroun, Dés pipés sur le pipe-line,
<http://survie.org/publications/les-dossiers-noirs/article/projet-petrolier-tchad-cameroun>

- 1998, François-Xavier Verschave (Survie) : La Françafrique, le plus long scandale de la République,
<http://survie.org/publications/livres/article/la-francafrique-1153>

- juin, novembre 1996, Survie : Dossier noir 3 – France, Tchad, Soudan, au gré des clans,
<http://survie.org/publications/les-dossiers-noirs/dossier-noir-no3-france-tchad/?lang=fr>

Sites internet :

Etat tchadien :

http://www.presidencetchad.org/index_fr.php, site Idriss Déby

<http://www.gouvernementdutchad.org/fr/>, site du gouvernement

Droits Humains :

<http://dhsf-afrique.org>, Droits de l'Homme Sans Frontières

<http://www.laltdh.org>, Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme (LTDH)

Media indépendants :

<http://makaila.over-blog.com>, blog Makaila Nguebla

<http://www.ndjamena-matin.com>, Njamena Matin

<http://tchadpages.com/>, Tchad Pages

<http://www.tchadactuel.com>, Tchad actuel

<http://www.alwihdainfo.com/tchad>, Alwihda

<http://tchadenligne.com> Tchad en ligne

<http://tchadonline.com> Tchad on line
<http://www.perspectives-realites-tchad.com> Perspectives et réalités du Tchad
<http://www.tchadoscopie.com> Tchadoscopie
<http://nouvelessor.over-blog.com>, Nouvel essor
<http://juliette.abandokwe.over-blog.com>, blog Juliette Abandokwe (en Suisse)
<http://regardexcentrique.wordpress.com>, revue de presse – information media
Plus d'informations:
amnesty.org, survie.org, rsf.org, fidh.org, wikipedia..IdrissDéby, statistiques-mondiales, genocidewatch.org

Sources spécifiques à la liste de massacres présumés :

- 3 décembre 2013, Human Right Watch : « [La Plaine des Morts](#) »
<http://www.hrw.org/fr/news/2013/12/03/tchad-le-regime-de-hissene-habre-commis-des-atrocites-systematiques21>
- octobre 1991, Amnesty, Maldom ABBAS and unspecified number of his suspected support
<http://www.amnesty.org/ar/library/asset/AFR20/004/1991/en/8cdfb936-f943-11dd-92e7-c59f81373cf2/afr200041991en.pdf>
- Novembre 1992, Amnesty, Appel : Mouvement pour la Démocratie et le Développement (MDD)
<http://www.amnesty.org/es/library/asset/AFR20/013/1992/es/95f02fd6-ed9c-11dd-9ad7-350fb2522bdb/afr200131992en.html>
- 21 avril 1993, Amnesty International demande l'ouverture d'une enquête exhaustive sur les massacres perpétrés par l'armée dans le Sud en 1993
<http://www.amnesty.org/fr/library/asset/AFR20/016/1993/fr/1c186fb7-f90c-11dd-92e7-c59f81373cf2/afr200161993fr.pdf>
- Avril 1993, Amnesty : Le cauchemar continue
<http://www.amnesty.org/fr/library/asset/AFR20/005/1993/fr/34bb3da2-ecd8-11dd-a08b-b3b1782331b8/afr200051993fr.html>
- 7 novembre 1996, Survie : N'Djaména : Déby, entre Mobutu et tchador
<http://survie.org/publications/les-dossiers-noirs/dossier-noir-no3-france-tchad/article/n-djamena-deby-entre-mobutu-et>
- 1999 à 2012 : Rapports sur Droits Humains au Tchad du Gouvernement des USA
<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/>
- 23 février 2000, Gouvernement USA: 2000 Country Reports on Human Rights Practices,
<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/1999/234.htm>
- Avril 2000, Noir silence, Qui arrêtera la Françafrique ?, de François-Xavier Verschave (présentation)
<http://survie.org/publications/livres/article/noir-silence>
- 23 février 2001, Gouvernement USA: 2000 Country Reports on Human Rights Practices,
<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2000/af/742.htm>
- 11 mars 2001, compte-rendu des 3 journées d'audience du procès intentés par trois Chefs d'Etat contre FX Verschave auteur de Noir Silence (28 février, 6 et 7 mars 2001)
<http://www.ardhd.org/francais/bulletin/bulns8.htm>
- Mai 2001, Noir Procès, de François-Xavier Verschave (présentation)
<http://survie.org/publications/livres/article/noir-proces>
- Octobre 2001, Tchad, L'héritage Habré, Amnesty
<http://www.amnesty.org/fr/library/asset/AFR20/004/2001/fr/1413b253-d902-11dd-ad8c-f3d4445c118e/afr200042001fr.html>
- 13 avril 2006, AFP : Des avions français ont bombardé des villes de l'est du Tchad,
<http://www.sangonet.com/ActuDo/aiaf/ai2/conflit-arm-tchad-reb-soud.html>
- 25 février 2009, Gouvernement USA: 2008 Country Reports on Human Rights Practices,
<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2008/af/118993.htm>
- octobre 2009, Que fait l'armée française en Afrique, Raphaël Granvaud, Dossier Noir Survie p306,
<http://survie.org/publications/les-dossiers-noirs/article/que-fait-l-armee-francaise-en>
- Septembre 2009, Amnesty : "Disparitions forcées au Tchad"
http://www.amnesty.fr/sites/default/files/SF09MA084_tchad.pdf

Sources moins fiables:

- 1995, Idriss Deby Itno – Biographie
<http://www.afrique-express.com/afrique/tchad/biographies/idriss-deby-itno-biographie.html>
- 2004, Idriss Déby, un criminel contre l'humanité soutenu par la France : Repères
<http://www.pressafrique.com/m90.html>
- 18 juillet 2013, Répertoire des assassinats d'Idriss Deby (non exhaustif) par Collectif des Ressortissants Tchadiens Indignés à Dakar (pro-Habré)
<http://juliette.abandokwe.over-blog.com/article-tchad-repertoire-des-assassinats-d-idriss-deby-non-exhaustif-119177729.html>

15. Communiqué du Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique du 28 octobre 2013

Tchad : combien de temps la population restera-t-elle otage du pire dictateur de la Françafrique ?

Communiqué du Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique, 28 octobre 2013

Applaudi à Bamako aux côtés de Hollande, Idriss Déby vient d'obtenir un siège de membre non permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU : **le dictateur tchadien sort très renforcé de la guerre au Mali**. La lutte contre le 'djihadisme' au Sahel est passée par l'alliance de l'armée française avec les troupes claniques d'un chef d'Etat considéré comme l'un des pires dictateurs d'Afrique. Idriss Déby en profite pour se présenter désormais comme rempart contre le terrorisme islamique ou comme sous-traitant potentiel d'opérations militaires ou de maintien de la paix.

L'argent du pétrole a permis le renforcement rapide de l'armée tchadienne depuis 2003, sans que la rente ne profite à la population, même si des infrastructures sortent de terre. Selon International Crisis Group en 2009¹³⁷, « les ressources pétrolières sont devenues pour le pouvoir tchadien une source de renforcement militaire, de clientélisme et de cooptation politiques. Cette situation contribue à verrouiller davantage l'espace politique national et à maintenir le pays dans un blocage persistant qui radicalise des antagonismes entre le pouvoir et ses opposants. » Le pétro-Etat est 184e sur 186 au classement de l'indice de développement humain du PNUD¹³⁸. Le gouvernement tchadien a annoncé le triplement de sa production pétrolière en 2015, ce qui le placerait au niveau du Congo-Brazzaville¹³⁹. Récemment, il a décidé la création d'un fond d'investissement de 50Mds de dollars avec l'aide de Samuel Maréchal, ancien dirigeant du Front National¹⁴⁰. Cette manne permet à Déby de financer des activités politiques en Afrique à la manière de Khadafi. Il intimide d'autres présidents, en particulier en Afrique de l'Ouest, et **fragilise ainsi la démocratie, là où elle commence à s'installer**.

Durant l'intervention au Mali, en mai 2013, Idriss Déby a pu écraser le peu d'opposition encore debout sans grande réaction internationale¹⁴¹. Cependant, la répression au Tchad en 2013 ou la présence des derniers enfants soldats tchadiens ne sont qu'une infime partie du bilan de 23 ans de règne : **la liste des massacres perpétrés par les 10000 'soudards' de la Garde Républicaine, des exécutions extra-judiciaires, des exécutions d'opposants, des villages brûlés, des prisonniers torturés ou exécutés, est interminable**. Un inventaire des crimes est impossible à dresser car les organisations de droits humains n'ont la possibilité d'enquêter que très partiellement au Tchad. Déby a évidemment garanti l'impunité aux exécutants de ses ordres. Il a tout autant l'habitude d'emprisonner ou d'expulser des opposants que de corrompre des journalistes, des militants des droits humains, des politiciens, selon ses besoins, dans son pays et ailleurs.

La majorité des massacres a eu lieu dans les années 90 et sont liés à des guerres contre des rébellions, qui se sont créées en réaction aux massacres précédents, au caractère ethnique de l'armée, puis à l'accaparement des recettes pétrolières par la famille présidentielle et à l'impossibilité d'alternance politique. Une partie des crimes sont des crimes contre l'humanité imprescriptibles. La justice internationale s'est construite dans les années 2000, et Idriss Déby, très soutenu par Chirac jusqu'en 2007, s'est adapté pour éviter d'être poursuivi par la CPI comme l'a été le président soudanais El Béchir¹⁴². En 1990, la Commission d'enquête nationale

¹³⁷ 26 août 2009, International Crisis Group : Tchad: sortir du piège pétrolier, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/central-africa/chad/French%20translations/B065%20Chad%20Escaping%20from%20the%20Oil%20Trap%20French.pdf>

¹³⁸ 28 mars 2013, classement Indice de développement Humain 2012, <http://hdrstats.undp.org/fr/pays/profils/TCD.html>

¹³⁹ 29 septembre 2013, Pétrole: le Tchad va tripler sa production, financiafrak.com/2013/09/29/petrole-le-tchad-va-tripler-sa-production-de-petrole

¹⁴⁰ 2.10.13, M&A finance s'active au Tchad, africaintelligence.fr/LC-/holding-and-business/2013/10/02/m-afinance-s-active-au-tchad.107979217-BRE

¹⁴¹ 9.5.13, FIDH, LTDH, APTDH : vague de répression sur fond de tensions militaires, fidh.org/tchad-vague-de-repression-sur-fond-de-tensions-militaires-13248

¹⁴² 2 septembre 2008, ONU: "Human rights situations that requires the Council's attention: Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Sudan: <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G08/153/54/PDF/G0815354.pdf?OpenElement>

avait établi à 40 000 le nombre de victimes du régime Habré. **Dès 1993, Amnesty alertait sur la continuité des méthodes des deux régimes**¹⁴³. L'impunité de Déby rejoint celle de Habré d'autant plus que, comme Commandant en chef des Forces Armées du Nord, puis conseiller à la sécurité à la présidence jusqu'à sa défection en 1989, il a mené une partie des massacres attribués à Habré, dont ceux du 'Septembre noir' en 1984 dans le Sud, et ceux de la région de Guéra dans la répression du MOSANAT entre 1986 et 1988. Idriss Déby a déjà négocié son immunité au procès Habré aux Chambres Africaines au Sénégal, où il est prévu qu'il intervienne comme témoin¹⁴⁴.

L'armée française a depuis 1990 été aux premières loges pour observer les crimes d'Idriss Déby et pour le protéger. En février 1998, à Sahr dans le Sud du Tchad, après l'enlèvement de 4 français par Mahamout Nahor, des massacres ont été commis sur ordre de Déby avec des soldats français à proximité. Concernant l'assassinat en février 2008 du leader de l'opposition démocratique Ibni Oumar Mahamat Saleh, l'enquête de la juge d'instruction française Emmanuelle Ducos permettra peut-être de connaître les témoignages des deux conseillers français présents et en particulier celui du colonel Gadoullet¹⁴⁵. L'armée française a maintenu sa collaboration alors que les crimes s'accumulaient, cautionnant ainsi l'impunité, et contribuant ainsi à une **banalisation des crimes contre l'humanité**. Cette collaboration a aidé Déby à rester au pouvoir, jusqu'aux deux interventions françaises pour le sauver en 2006 et 2008. Par ailleurs, et de façon positive, pour pallier les défaillances de l'Etat tchadien, l'armée française joue un rôle humanitaire et social, grâce à l'hôpital militaire Epervier, ou en intervenant en cas d'incendies ou de catastrophes naturelles¹⁴⁶.

Idriss Déby n'a aucune légitimité démocratique. Il est arrivé par les armes. Il a été installé durablement en 1996 par les experts en fraude électorale français à l'époque où la Françafrique pouvait tout se permettre¹⁴⁷. Il n'a eu ensuite qu'à profiter de l'expérience des dictateurs en scrutins frauduleux et à écraser toute opposition. La dernière mascarade, en 2011, cautionnée par l'Union Européenne suite au travail de l'expert des élections en dictature, Louis Michel, n'a apporté aucun progrès.

La démocratisation de l'Afrique centrale est actuellement impossible. Les destins du Tchad, de la Centrafrique, du Cameroun, du Congo Brazzaville et du Gabon sont liés. Les dictateurs sont globalement solidaires. Cette situation bloquée est aussi le résultat de l'historique de la politique française dans la région qui a favorisé son approvisionnement en pétrole. Actuellement, l'Union européenne qui souhaiterait commencer à définir sa politique de défense au Conseil européen de décembre, est entraînée par la politique française sous influence militaire dans des alliances avec les dictateurs de la Françafrique. La démocratisation est sacrifiée au profit du renforcement de la sécurité européenne et de son industrie d'armement. Le gouvernement français tente de (re)faire croire que les présidents peuvent construire « la paix et la stabilité » sans considération pour la nature des régimes. Les peuples, privés d'élections crédibles, sont toujours exclus du débat sur leur sécurité. Ainsi, Déby, qui a regagné une certaine 'légitimité internationale', se renforce militairement à l'extérieur et a réussi à s'imposer comme acteur incontournable en Centrafrique qu'il avait lui-même déstabilisée¹⁴⁸.

¹⁴³ 21 avril 1993, Amnesty International demande l'ouverture d'une enquête exhaustive sur les massacres perpétrés par l'armée dans le Sud en 1993, [amnesty.org/fr/library/asset/AFR20/016/1993/fr/1c186fb7-f90c-11dd-92e7-c59f81373cf2/afr200161993fr.pdf](http://www.amnesty.org/fr/library/asset/AFR20/016/1993/fr/1c186fb7-f90c-11dd-92e7-c59f81373cf2/afr200161993fr.pdf).

Avril 1993, Le cauchemar continue, [amnesty.org/fr/library/asset/AFR20/005/1993/fr/34bb3da2-ecd8-11dd-a08b-b3b1782331b8/afr200051993fr.html](http://www.amnesty.org/fr/library/asset/AFR20/005/1993/fr/34bb3da2-ecd8-11dd-a08b-b3b1782331b8/afr200051993fr.html)

¹⁴⁴ 30.9.13, Jean Bernard Padaré : l'avocat qui construit scientifiquement la perte d'Idriss Deby ITNO, <http://www.ndjamena-matin.com/article-tchad-jean-bernard-padare-l-avocat-qui-construit-scientifiquement-la-perte-d-idriss-deby-itno-120325040.html>

¹⁴⁵ Septembre 2009, Amnesty : "Disparitions forcées au Tchad" : [amnesty.fr/sites/default/files/SF09MA084_tchad.pdf](http://www.amnesty.fr/sites/default/files/SF09MA084_tchad.pdf), + 5.3.13, Survie : Déby redevient fréquentable, l'impunité de ses crimes demeure, [survie.org/billets-d-afrique/2013/221-fevrier-2013/article/deby-redevient-frequentable-1](http://www.survie.org/billets-d-afrique/2013/221-fevrier-2013/article/deby-redevient-frequentable-1)

¹⁴⁶ 28 juillet 2011, Vers une redéfinition de la présence militaire française au Tchad ? :

<http://www.france24.com/fr/20110728-dispositif-epervier-dispositif-alain-juppe-tchad-presence-militaire-francaise-aqmi>

¹⁴⁷ Jérôme Grand d'Esnon et André Rouge, Verschave, Noir Chirac, 2002, p225 chap. Légitimer le frère Déby, bourreau des Tchadiens

¹⁴⁸ Les 23 et 24 mars 2013, les forces spéciales tchadiennes ont discrètement combattu l'armée centrafricaine et les soldats d'Afrique du Sud de la FOMAC pour ouvrir une brèche à la Séléka, lui permettant d'entrer dans Bangui. 8.10.13, AFP : La Centrafrique, une affaire de sécurité nationale pour N'Djamena : http://liberation.fr/monde/2013/10/08/la-centrafrique-une-affaire-de-securite-nationale-pour-n-djamena_937823

Le 29 octobre 2013, le Tchad subira l'Examen Périodique Universel de l'ONU à Genève¹⁴⁹. Cet examen, non directement contraignant, permettra de juger de l'avancement de la construction de l'Etat de droit. Idriss Déby, mis en cause et susceptible d'avoir à rendre des comptes, ne fait évoluer son régime que très lentement. Les recommandations pour l'EPU formulées par Amnesty révèlent la nature du régime et l'horreur paralysante que vit la population depuis 23 ans¹⁵⁰. Même si l'EPU ne vise pas directement à la justice et la vérité pour l'ensemble des crimes du régime tchadien, la mise en œuvre rapide de ses recommandations est essentielle.

Le Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique invite le gouvernement français à modifier impérativement sa politique au Tchad dans le sens :

- **d'un arrêt du soutien diplomatique et militaire à Idriss Déby,**
- **d'un soutien actif aux démocrates tchadiens, et à la construction de l'Etat de droit selon les recommandations de l'Examen Périodique Universel,**
- **d'un retrait des troupes françaises du Tchad,**
- **à l'occasion du procès Habré, d'une transparence sur l'ensemble des crimes observés par des fonctionnaires français au Tchad entre 1982 et 2013, y compris sur les victimes des événements de février 2008 dont Ibni Oumar Mahamat Saleh.**

Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique

19 Signataires: Forces Vives tchadiennes en exil, Rassemblement National Républicain (RNR, Tchad), Union des Populations du Cameroun (UPC), Comité d'Action pour la Conquête de la Démocratie en Centrafrique (CACDCA), Fédération des Congolais de la Diaspora (Congo Brazzaville), Mouvement pour le Renouveau Démocratique (MRD, Djibouti, coalition Union pour le Salut National (USN)), Alliance Républicaine pour le Développement (ARD, Djibouti, coalition Union pour le Salut National (USN)), Ca suffit comme ça ! (Gabon), Mouvement pour la Restauration Démocratique en Guinée Equatoriale (MRD), Forum Citoyenneté Monde arabe (FCMA), Amicale panafricaine, Plateforme Panafricaine, Sortir du Colonialisme, Afriques en lutte, Parti Communiste Français (PCF), Parti de Gauche, Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique (FASE), Europe Ecologie les Verts.

¹⁴⁹ 29 octobre 2013, Examen Périodique Universel du Tchad, ONU, Genève, <http://www.upr-info.org/-Chad-.html>

¹⁵⁰ 31 juillet 2013, Suggestions de recommandations aux États qui seront soumis à l'Examen périodique universel (17e session 21 oct-1er nov), amnesty.org/en/library/asset/IOR41/012/2013/en/bb433783-ef38-4cdc-8d6a-474f74b057d6/ior410122013fr.html

16. Présentation du Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique

<http://www.electionsafrique.org/>
<http://electionsafrique.org/Presentation-du-collectif-mise-a.html>

Le **Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique** se réunit chaque mois depuis 2009 à Paris. Il inscrit son travail dans le sens d'un soutien aux démocrates africains et dans le sens d'une réforme profonde de la politique française. Il a participé à de nombreux événements et manifestations, et a poursuivi depuis 2009 un travail sur les élections, les processus électoraux et les fraudes. Il constitue un espace de réflexion collective de plaidoyer et d'échanges entre partis politiques et associations, de France et d'Afrique.

Le **Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique** s'est particulièrement investi sur certains événements et crises, en mettant l'accent sur les processus électoraux :

Novembre 2013, Togo, communiqué suite à la visite de Faure Gnassingbé à l'Élysée

<http://electionsafrique.org/Communique-et-si-le-terroriste-au.html>

Octobre 2013, Tchad, communiqué sur la politique française au Tchad

<http://www.electionsafrique.org/Communique-Tchad-combien-de-temps.html>

Septembre 2013 Cameroun, communiqué sur les législatives

<http://www.electionsafrique.org/Communique-Cameroun-legislatives.html>

Juillet 2013, Politique de la France en Afrique, communiqué sur l'influence militaire

<http://www.electionsafrique.org/Communique-Sortir-de-l-influence.html>

Mai 2013, Guinée Equatoriale, élections, Communiqué sur pétrole et élections

<http://www.electionsafrique.org/Communique-du-Collectif-Guinee.html>

Avril 2013, Togo, affaire des incendies, lettre à Laurent Fabius

<http://www.electionsafrique.org/Togo-Lettre-du-collectif-a-Laurent.html>

Février 2013, Djibouti, Togo, Cameroun, Guinée, législatives : lettre ouverte à Assemblée Nationale

<http://www.electionsafrique.org/Elections-legislatives-a-Djibouti.html>

Février 2013, Djibouti, élections législatives : communiqué

<http://www.electionsafrique.org/Elections-legislatives-du-22.html>

Janvier 2013, Togo, élections législatives, lettre ouverte du collectif à l'Union européenne

<http://www.electionsafrique.org/Togo-elections-legislatives-Lettre.html>

Juillet 2012, Congo Brazzaville, élections législatives, communiqué du collectif

<http://www.electionsafrique.org/Elections-legislatives-des-15-et.html>

Décembre 2011, Gabon, élections législatives : dossier d'information (Survie)

<http://www.electionsafrique.org/Dossier-d-information-Legislatives.html>

Octobre 2011, Cameroun, élection présidentielle : dossier d'information, mobilisation et meeting

<http://www.electionsafrique.org/Election-presidentielle-du-9.html>

2010 : cinquante ans des indépendances : participation à organisation de la manifestation du 14 juillet 2010

<http://www.electionsafrique.org/Manifestation-du-13-Juillet-2010.html>

Mars 2010, Togo, présidentielle : mobilisation, plaidoyer vers Union Européenne, communiqué

<http://www.electionsafrique.org/Togo-Election-presidentielle-du-28.html>

Juin 2009, Mauritanie, déclaration du collectif

<http://www.electionsafrique.org/Mauritanie-declaration-du.html>